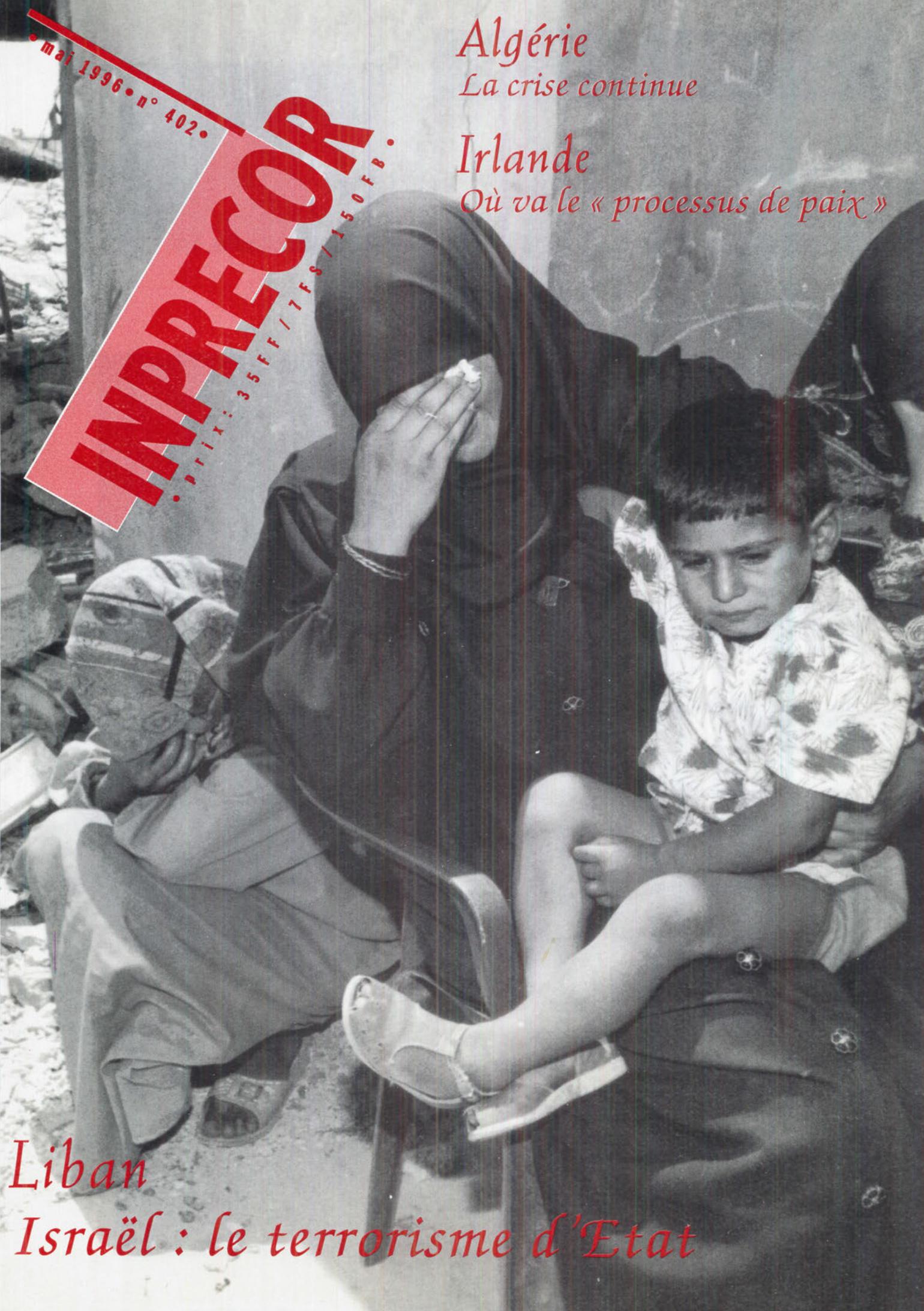


• mai 1996 • n° 402 •

IMPREGOR
PRIX: 35 FF / 7 F / 150 FB.

*Algérie
La crise continue*

*Irlande
Où va le « processus de paix »*



*Liban
Israël : le terrorisme d'Etat*

SOMMAIRE

LIBAN 3
La « bavure » israélienne
Salah Jaber

PALESTINE 5
« Trois Jérusalem » !
Entretien avec Walid Salem

FRANCE 5
Les « Autres voix de la planète » face au G 7
Pierre Rousset

Dossier: Irlande

Pas une paix, mais une offensive
impérialiste 11
John Mc Anulty

Prisonniers du
« processus de paix » 14
Entretien avec Bernadette Devlin Mc
Aliskey

Des efforts collectifs pour un
règlement durable 17
Gerry Adams

L'offensive irlandaise de Major 18
David Coen

ALGERIE 21
Le dialogue reprend, la crise continue
Réda Mohamed

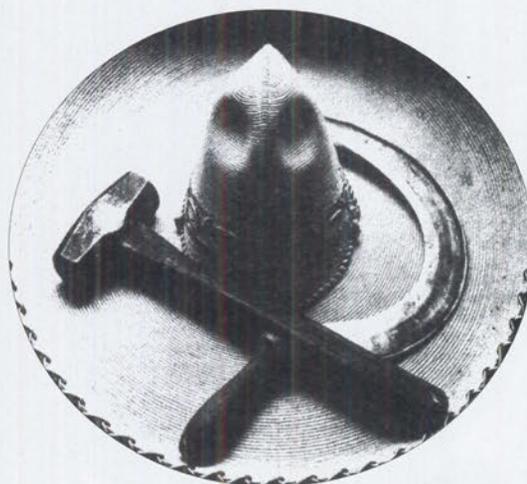
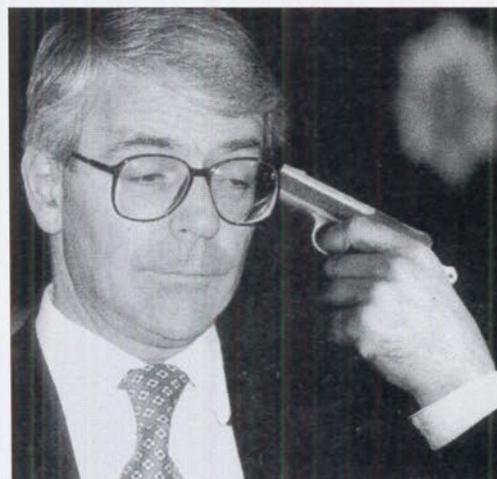
FRANCE 24
La gauche en plein débat
Christian Picquet

L'émergence de syndicats SUD 26
Christophe Aguiton

TURQUIE 30
L'accord militaire turco-israélien
Erdal Tan

Mexique 30
« Nous sommes le défi majeur au néolibéralisme »
Ulisses Martinez Flores

NOUVELLES DU MONDE 35
Europe ; Birmanie ; Quatrième Internationale
Centre d'études Ernest Mandel.



La « bawure » israélienne

Le peuple palestinien n'est pas la seule victime de l'entreprise sioniste en Palestine. La population libanaise en est une autre, d'un niveau de souffrance qui tend à égaler, depuis quelques années, celui des Palestiniens (dont il faut également rappeler que ce sont ceux de l'exil jordanien ou libanais qui ont subi les pires atrocités, s'ajoutant à leur déracinement). Cette vérité que l'on tend souvent à oublier — au point que lors de l'invasion israélienne du Liban en 1982, nombre de témoignages de solidarité bien intentionnés oubliaient de mentionner les Libanais —, les derniers événements sont venus la mettre à nouveau en évidence. Tragiquement, une fois encore.

Par Salah Jaber

Paris, 24 avril 1996.

LA CRÉATION MANU MILITARI DE L'ÉTAT COLONIAL SIONISTE en 1948 avait marginalement empiété sur le Sud du territoire libanais. La principale conséquence de cette année fatidique pour le Liban fut l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés palestiniens déracinés de leur territoire, arrachés à leurs habitations et à leurs moyens de subsistance. Ils constituèrent un affluent spécifique de l'exode rural qui forma, au cours des deux décennies qui suivirent, la ceinture de misère entourant les principales villes du Liban, dont Beyrouth, la capitale et sa périphérie, où se concentreront près de la moitié des habitants du pays.

Le Liban resta à l'écart de la guerre israélo-arabe de 1967. C'est pourtant lui qui, de tous les États arabes, paiera le prix le plus lourd. En effet, le territoire libanais constitua, avec la Jordanie, le principal terrain de déploiement et la principale base d'opérations des organisations armées palestiniennes, qui connurent, après la défaite arabe de 1967, une forte expansion. Dans le royaume hachémite, le roi Hussein ne tarda pas à écraser dans un terrible bain de sang (le « septembre noir » de 1970, parachevé l'année suivante) cette résistance palestinienne qui s'était érigée en véritable État dans l'État. Le gouvernement libanais fut, de son côté, soumis à rude pression de la part d'Israël pour en faire autant. Dès décembre 1968, les forces armées israéliennes inauguraient au Liban une longue série d'interventions de toutes sortes, en détruisant plusieurs avions sur le sol de l'aéroport de Beyrouth, à titre d'avertissement. Ce n'est pas de la mauvaise volonté que manifesta le gouvernement libanais, et encore moins de l'opiniâtreté, mais tout simplement de l'impuissance à jugu-

ler la résistance palestinienne sur son territoire. Il s'y essaya à plusieurs reprises, notamment dans le Sud du pays d'où partaient les commandos opérant en Israël, ou les projectiles qu'ils tiraient par delà la frontière. Ce fut l'échec, non seulement en raison de la faiblesse de l'armée libanaise comparée à celle du roi Hussein, mais aussi et surtout à cause de son manque de cohésion, reflétant celui d'une population dont

une majorité — la plupart des musulmans et la fraction de gauche des chrétiens — se sentait solidaire des Palestiniens. Un accord entre l'OLP et l'armée libanaise, en 1969, laissait aux organisations armées palestiniennes une relative liberté d'action dans le Sud du pays (le « Fatahland » dans le vocabulaire politique de l'époque), en échange de restrictions sur le reste du territoire.

DES LORS, LE LIBAN-SUD DEVINT LA PROIE régulière des bombardements de l'artillerie et de l'aviation israéliennes, visant d'une part à détruire les bases palestiniennes, mais aussi, d'autre part, à tenter de retourner les populations locales contre elles, selon une politique traditionnelle de la part d'Israël dont on connaît les antécédents historiques de sinistre mémoire. C'est en effet la politique des punitions collectives qu'applique systématiquement

l'armée israélienne depuis lors, au Liban comme dans les territoires palestiniens occupés en 1967. Contre toute incursion dans le nord d'Israël ou tout tir de roquettes, c'est un déluge de fer et de feu qui s'abattait, non seulement sur la base de départ présumée, mais également sur les villages environnants, le tout étant accompagné de lâchers de tracts incitant les villageois à se débarrasser des combattants opérant à partir de leur zone.



★ LIBAN

Rien n'y faisait pourtant. La population du Sud-Liban, musulmane chiïte dans sa grande majorité et principalement influencée, à l'époque, par la gauche libanaise, restait solidaire des Palestiniens, en osmose politique et organisationnelle avec leurs mouvements armés. En conséquence, une nouvelle étape dans l'escalade israélienne fut franchie en 1972, lorsque l'armée sioniste envahit le Liban-Sud une première fois et s'en retira en laissant derrière elle mort et désolation. La menace à l'adresse du gouvernement libanais montait ainsi d'un cran : s'il n'agissait pas à la manière jordanienne, Israël occuperait le Liban-Sud, ajoutant ainsi un territoire arabe de plus à son tableau de chasse de 1967.

LE GOUVERNEMENT DE BEYROUTH, soumis d'autre part à la pression des États-Unis et à celle de leurs hommes liges locaux du Parti des Phalanges libanaises, fer de lance de la droite chrétienne la plus réactionnaire, s'essaya de nouveau à la tâche en 1973. Il dut interrompre ses opérations militaires contre les camps palestiniens sans atteindre ses objectifs, de peur que les combats ne s'étendent à la population libanaise dont la fraction solidaire des Palestiniens s'était mobilisée. C'est dans ce contexte que les Phalanges provoquèrent le déclenchement de la guerre du Liban, il y a tout juste vingt-et-un ans. On sait ce qu'il en advint. L'opération libanaise parrainée par Kissinger fut un fiasco : l'armée libanaise vola en éclats, et les alliés des États-Unis et d'Israël faillirent être battus, n'était-ce l'intervention de la Syrie en 1976, acceptée, voire sollicitée, in extremis par leurs deux tuteurs. Entre-temps, le Sud-Liban était devenu base d'opérations palestinienne, plus que jamais auparavant. La région échappait à tout contrôle de l'État libanais en décomposition ; l'OLP et ses alliés de la gauche libanaise et des forces confessionnelles musulmanes (le mouvement Amal) y régnaient en maîtres. La Syrie, garante d'un semblant d'ordre dans le reste du pays, était interdite d'accès par Israël, pour des raisons stratégiques, au-delà d'une ligne rouge représentée par le fleuve Litani.

Dès lors, il ne restait plus à l'État sioniste qu'à tenter à nouveau de régler par lui-même le problème. Ce fut la deuxième invasion israélienne du Liban-Sud, en 1978. Les troupes sionistes envahirent le territoire libanais sur une profondeur de près de 40 km jusqu'au Litani, à la manière d'un rouleau compresseur. Elles s'efforcèrent de « nettoyer » le territoire conquis, avant de s'en retirer sous pression internationale (résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU) pour céder la place aux casques bleus de l'organisation internationale (la FINUL) sur une bande de territoire constituant une zone tampon entre le reste du Liban au nord du Litani et une « zone de sécurité » qu'Israël s'octroya tout le long de sa frontière libanaise. Dans cette dernière zone, le pouvoir sioniste installa une petite armée de supplétifs libanais, entièrement dépendante de l'armée israélienne dont la présence se maintint sur les lieux, en faisant fi de l'ONU, plus sous forme d'incursions régulières que de bases permanentes. C'était une annexion de facto, avec une force armée par procuration, un peu à l'image de la façon dont Israël conçoit aujourd'hui les territoires « autonomes » palestiniens en Cisjordanie et à Gaza.

Loin d'assurer la sécurité du Nord israélien, la « bande frontalière » ne fit qu'accroître son insécurité. Aux opérations des Palestiniens, s'ajoutaient maintenant les opérations de la résistance libanaise contre ce qui fut perçu, à juste titre, comme une occupation israélienne du territoire libanais. Pis

encore pour Israël : la « zone de sécurité » avait eu pour effet de compenser, et au-delà, la désaffection des villageois chiïtes du Sud-Liban à l'égard des organisations palestiniennes. Ce que les punitions collectives israéliennes n'avaient pas réussi à réaliser, le comportement bureaucratique de ces dernières l'avait obtenu. Mais l'occupation israélienne et sa brutale arrogance entretenaient le ressentiment populaire contre l'État sioniste. Ainsi, lorsque le gouvernement Begin-Sharon décida d'envahir le Liban pour la troisième fois, en 1982 — jusqu'à Beyrouth cette fois-ci, mais toujours au nom de la « Paix pour la Galilée » —, et que l'armée israélienne s'assura de la quasi-neutralisation des Palestiniens du Liban et de l'affaiblissement d'une gauche libanaise qu'elle s'efforça de désarmer, le prix terrible infligé au pays (20 000 morts et d'énormes ravages) ne fit qu'accroître l'hostilité à Israël. Quand l'armée sioniste dut se retirer du pays en 1985, retrait perçu comme sa première « défaite », ce n'est pas la résistance palestinienne qu'elle fuyait, mais bien la résistance libanaise. Et tandis que la même année voyait la « guerre des camps » éclater entre la milice chiïte Amal, parrainée par la Syrie, et les Palestiniens, une nouvelle organisation chiïte, intégriste islamique contrairement à la précédente, le Hezbollah, fortement soutenue par l'Iran des ayatollahs, prenait la relève de la gauche en tant que vecteur, certes déformant, de la radicalisation sociale et patriotique contre Israël.

Le Hezbollah réussit à s'imposer aussi bien face à la gauche que face au mouvement Amal, auquel il se heurta violemment à plusieurs reprises. À la manière de la plupart des organisations intégristes islamiques dans cette partie du monde, il s'assura une importante base populaire au moyen de ses activités sociales. L'aide financière de l'Iran lui fut, à cet égard, d'un grand secours. Toléré par le régime syrien, pour lequel l'amitié avec l'Iran est une carte à ne pas abandonner tant qu'un règlement ne sera pas conclu avec Israël et ses tuteurs américains, le Hezbollah, fort de l'esprit de sacrifice quasi-mystique de ses combattants, a su combattre l'occupation israélienne plus efficacement que l'OLP auparavant, et avec d'autant plus d'efficacité qu'il agit réellement au Liban-Sud « comme un poisson dans l'eau ».

CELA FAIT MAINTENANT PRESQUE DIX ANS que la guerre d'usure entre le Hezbollah et Israël au Liban-Sud est en cours, avec des périodes de trêve comme celle qui suivit l'accord de 1993 conclu par l'entremise de Washington. Avec également des moments de forte escalade israélienne, dont la dernière est à ce jour la plus importante. Et quel que soit l'accord qui mettra un terme provisoirement aux derniers affrontements, la sécurité du Nord israélien ne sera assurée que lorsque l'armée israélienne se retirera du Sud libanais, désamorçant ainsi le ressentiment que canalise le Hezbollah et permettant à l'armée libanaise de se charger du maintien de l'ordre, dans le cadre de la Pax americana-sionista en cours d'instauration dans toute la région. Cela Pères le sait fort bien. Mais il n'a pas résisté à la tentation de s'offrir quelques centaines de civils libanais en holocauste, et quelques centaines de milliers d'autres en exode, pour garantir sa réélection le mois prochain. Avec toute la mansuétude et la compréhension de l'Occident impérialiste, contrariées toutefois par la « bavure » télévisée de Qana : « Cachez ce sang que je ne saurais voir », disent aujourd'hui les Tartufes de la réaction planétaire...



Palestine

« Trois Jérusalem » !

Walid Salem, membre connu de l'opposition de gauche palestinienne, décrit dans l'entretien ci-dessous l'évolution de la situation à Gaza et en Cisjordanie depuis les opérations-suicide de Hamas et la traque des militants islamistes par les « services de sécurité » de l'Autorité palestinienne.

*Entretien avec Walid Salem
Propos recueillis par Sonia Leith*

Inprecor : Peux-tu nous décrire la situation dans les territoires occupés suite aux quatre opérations-suicide revendiquées par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) ?

Walid Salem : Depuis l'entrée en vigueur des Accords d'Oslo, les territoires sont divisés en trois zones : A, B, C. La zone A, comprenant les six villes palestiniennes, est sous le contrôle de l'Autorité palestinienne ; la zone B est composée des villages palestiniens où la sécurité suprême revient à Israël tandis que l'Autorité palestinienne est chargée de l'ordre public interne ; la zone C, est composée des territoires qui ont été expropriés par Israël en Cisjordanie et dont une partie est occupée par les colonies, cette zone représente 73,16 % de la Cisjordanie.

Les villes contrôlées par l'Autorité palestinienne sont séparées entre elles par la zone B, ce qui signifie que les forces d'occupation sont aujourd'hui en mesure de séparer les villes palestiniennes.

C'est ainsi que suite aux attentats du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), les forces d'occupation ont dressé des barrages autour des villes palestiniennes et ont interdit la circulation depuis les zones rurales vers les villes. Lors du dernier bouclage la Cisjordanie s'est trouvée dans une situation similaire à celle imposée au peuple palestinien de 1948 à 1967 : la circulation d'un village à un autre nécessitait une autorisation délivrée par l'autorité militaire israélienne. Ce bouclage total a été levé, la circulation entre les villes et les

villages est de nouveau libre, toutefois il pourrait être rétabli en cas de nécessité. Les Accords de Taba rendent la vie des gens, en Cisjordanie et à Gaza, de plus en plus difficile.

La levée du bouclage n'inclut pas, évidemment, la circulation entre les villes de Cisjordanie et Jérusalem. Les Palestiniens sont interdits d'accès à Jérusalem depuis le 29 mars 1993. Depuis cette date Israël distingue deux types de bouclage de la ville : le bouclage partiel et le bouclage total. Le bouclage partiel n'y autorise l'accès qu'à ceux munis d'un permis spécial délivré par l'autorité militaire israélienne. Le bouclage total signifie que même ceux qui ont ce type de permis n'ont pas le droit de s'y rendre. Le fond de la politique israélienne en la matière est de considérer Jérusalem capitale unifiée d'Israël et par conséquent de l'isoler de la Cisjordanie pour préparer son annexion. Dans ce cadre, le nombre des habitants juifs à Jérusalem-est a atteint en 1995 environ 160 000 contre 155 000 habitants palestiniens, c'est-à-dire que les Juifs y sont devenus majoritaire. S'y ajoutent environ 140 000 colons vivants en Cisjordanie sur un total de 350 500 (en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem).

La situation à Gaza, surtout depuis le dernier bouclage, est catastrophique. 55 % de la main-d'œuvre est au chômage, 900 000 Palestiniens y vivent sur 60 % de la bande car le reste est occupé par les colonies. La bande de Gaza, dont la superficie totale ne dépasse pas les 360 km², offre aujourd'hui le taux de densité de population le plus élevé du monde. Dans ce contexte il n'existe pas assez d'industrie ni d'agriculture pour satisfaire les besoins élémentaires des masses palestiniennes. C'est pourquoi ces dernières sont obligées d'aller chercher du travail en Israël et le bouclage entraîne la famine.



Lors du dernier bouclage les pertes quotidiennes étaient estimées à plus de 6 millions de dollars, sept personnes malades sont mortes par manque de soins car on a refusé leur transfert en Israël, une femme a accouché en faisant la queue devant le barrage de sécurité d'Iriz et au bout de quatre heures d'attente son nouveau-né est mort ; Khadija Adouane, dont l'acceptation de son transfert à Iriz pour hospitalisation urgente a été obtenue grâce à l'intervention d'un certain nombre d'ambassadeurs européens, est morte car les soldats israéliens ont exigé un changement d'ambulance avant le passage du barrage, pour des raisons de sécurité.

L'accord économique de Paris, signé après Oslo, n'est pas respecté par Israël surtout en matière d'exportation des produits palestiniens vers Israël, l'Égypte et la Jordanie.

● **Quelle a été la réaction de l'Autorité palestinienne face à Israël qui exigeait l'écrasement de Hamas ?**

L'Autorité palestinienne, après les dernières opérations de Hamas, a négocié avec Israël la liste des personnes à arrêter. Pour sa part, elle pensait arrêter la direction militaire de Hamas, tout en épargnant l'organisation politique. Toutefois, Israël a exigé l'arrestation non seulement de la direction militaire mais aussi de tous les activistes politiques, son objectif étant la liquidation totale de cette organisation. Elle a mis l'Autorité palestinienne devant un choix : ou bien cette dernière satisfaisait ses exigences ou bien Israël assurerait cette tâche seule en pénétrant dans les zones de l'autonomie. L'Autorité palestinienne a essayé de louvoyer dans un premier temps pour ne pas perdre la face et parce qu'elle considérait qu'un compromis avec la direction politique de Hamas n'était pas exclu. Mais, au bout de quelques jours, le pouvoir palestinien a trouvé une sortie honorable en déclarant avoir découvert une nouvelle organisation clandestine de Hamas dont l'objectif était de déstabiliser l'Autorité palestinienne et d'assassiner quelques personnalités. Dès lors la traque à la direction de Hamas et à ses activistes a été déclenchée non pas pour leur hostilité envers Israël mais envers l'Autorité palestinienne. Israël a exigé, également, l'arresta-

tion des 13 personnes recherchées par ses services et appartenant aux divers courants politiques, y compris le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). L'Autorité palestinienne n'a pas obtempéré tout de suite mais a fini par les arrêter en prétextant que leur incarcération les protégera des tentatives d'assassinat par Israël. Signalons que parmi cette liste figure Ahmad Saâdat, membre du bureau politique du FPLP à Ramallah.

En persistant dans l'application des diktats israéliens, Arafat risque de devenir un simple procureur administratif agissant sous les ordres du ministre de l'Intérieur israélien. Force est de constater qu'Israël ne veut pas d'une autorité indépendante mais cherche la collaboration d'un deuxième Lahd (chef militaire pro-israélien au le Sud du Liban).

● **Les dernières arrestations n'ont-elles pas suscité un certain mécontentement au sein de la population palestinienne ?**

Oui il y a un certain mécontentement avec quelques protestations. Les familles des détenus ont organisé plusieurs sit-in devant les prisons et dans les locaux de la Croix rouge dans les villes de l'Autorité palestinienne. Des manifestations, comme celle organisée récemment à la faculté du Najah à Naplouse contre les arrestations et pour commémorer la journée de la terre, ont été brutalement réprimées par la police palestinienne.

● **Quelles sont les répercussions de ces arrestations sur le mouvement Hamas, est-ce que ce mouvement est complètement paralysé politiquement et militairement aujourd'hui ?**

Je pense que les dernières arrestations lui ont porté un coup très dur. L'Autorité palestinienne a réussi à découvrir des caches d'armes, à arrêter plusieurs militants et à collecter une quantité très importante d'informations. Hormis cette opération policière, l'Autorité palestinienne avait déjà, lors

des six derniers mois, réussi à affaiblir politiquement Hamas, en y provoquant quatre scissions. Certes elles ne couvriraient que peu de militants mais ce n'était qu'un début. Elles ont constitué : Le Front islamique, l'Organisation de la lutte islamique, le Parti du salut national islamique et le Mouvement du processus islamique. Les trois premiers ont été impulsés par l'Autorité palestinienne, suite à des rencontres entre leurs dirigeants et Arafat. S'y ajoutent les scissions dues aux divergences au sein du mouvement. La direction de Hamas à Gaza est sur une ligne pacifiste par rapport à l'Autorité palestinienne. En Cisjordanie, elle est divisée entre des opposants au pouvoir et une fraction prête à se réconcilier. La direction de l'extérieur en Jordanie est très opposée à l'Autorité palestinienne et à Israël. La nouveauté c'est la scission de leur direction militaire entre d'une part les brigades de Izdin Al Qassam et de l'autre les Élèves de Yehya Ayache. Suite aux deux premiers attentats, les brigades de Izdin Al Qassam ont annoncé que ces deux actions étaient la réponse à l'assassinat de Yehya Ayache, le lendemain les Élèves de Yehya Ayache ont riposté par une contre-déclaration considérant que les brigades de Izdin Al Qassam n'ont pas le droit de décréter l'arrêt des opérations et annonçant leur détermination à les poursuivre.

Je pense que le mouvement Hamas passe par une phase très difficile : scissions, luttes intestines et arrestations. Une question se pose : est-ce que ces arrestations sont provisoires (un deux mois) ou s'agit-il d'une volonté d'éradiquer ce courant ? La réponse n'est pas encore évidente. Une chose est sûre c'est que le pouvoir ne va pas libérer la branche armée du mouvement ni une partie de sa direction politique. La situation est d'autant moins claire que l'Autorité palestinienne ne respecte aucune loi, les différents corps répressifs ont la liberté totale d'arrêter, aucune loi ne limite la détention préventive, les tribunaux de la sûreté de l'État siègent même la nuit, les « juges » et les « avocats » sont des militaires qui n'ont rien à voir avec le monde judiciaire.

Le Conseil qui a été élu lors des élections du 20 janvier 1996 n'a pas modifié cette réalité et n'a toujours pas adopté de règles juridiques pour l'Autorité palestinienne.

● **Quelle a été la réaction de la Ligue des droits de l'homme palestinienne face aux dernières arrestations ?**

La Ligue des droits de l'homme, dont Hanan Achraoui a assuré la direction jusqu'à il y a quelques mois, est une organisation qui a été fondée par le pouvoir palestinien, néanmoins la présence de juristes en son sein l'a mis en contradiction partielle avec l'Autorité palestinienne en matière d'application et de respect de la loi. Cette Ligue, présidée actuellement par le Docteur Iyad Al Sarraj, conteste les arrestations et suit les dossier à l'instar du Centre palestinien d'information sur les droits de l'homme à Jérusalem, le Centre de l'Union pour la défense des libertés, le Centre des droits de l'homme à Gaza dirigé par le juriste Raji Al Surani et l'Institut Gaza pour la justice et le droit. Des tentatives existent aujourd'hui pour constituer des corps de défense des droits de l'homme regroupant des représentants des associations de droits de l'homme et certaines personnalités réformatrices au sein du Conseil de l'autonomie disposées à dire oui à la démocratie et non à la

répression. C'est ainsi qu'a été formé un organe de ce type à Beitlahm et à Jérusalem.

● **Quelle fut la réaction de la gauche palestinienne (FPLP, FDLP) face à la série d'actions-suicide ? Et quelle est la situation de cette gauche aujourd'hui ?**

Les deux Fronts ont soutenu les dernières opérations, les considérant comme une forme d'intensification de la lutte contre la colonisation. Suite à ces opérations ils sont intervenus sur deux axes : lutte contre le bouclage à travers l'organisation de meetings, de sit-in et manifestations contre le bouclage israélien, et d'un autre côté mobilisation et organisation de conférences de presse pour demander l'élargissement des détenus. Parallèlement, les deux Fronts interviennent pour tenter de rassembler toutes les forces nationales, y compris le Fath, pour dégager une « charte de l'honneur » fixant les conditions d'arrestation et interdisant violence et contre-violence dans la société.

Par ailleurs, la gauche qui avait décidé de boycotter les élections du Conseil de l'autonomie — indépendamment de la justesse de cette position — milite pour la poursuite de la lutte contre l'occupation et pour la consolidation de la démocratie au sein de la société palestinienne. Les deux Fronts n'excluent pas des contacts avec certains membres du nouveau conseil, sur la base de la défense de la démocratie. Sur le plan organisationnel, le FPLP connaît depuis trois mois une certaine reprise due, entre autres, à la réorganisation de sa section à Gaza et à sa prise en charge de la question des détenus dans les prisons israéliennes ainsi que de la question de la démocratie. Par ailleurs, la tenue des congrès régionaux et l'élection des instances de direction au niveau de Gaza et de la Cisjordanie ont suscité un certain dynamisme au sein du Front. Pour sa part, le FDLP a tenu ses congrès en 1995. Aujourd'hui il est plus homogène organisationnellement que le FPLP mais ce dernier demeure plus fort.

La gauche a été secouée par un vif débat avant les élections du Conseil de l'Autonomie entre une aile prônant le boycott du Conseil d'Oslo-Caire-Taba, et une aile prônant la participation dans une optique de défense des intérêts de notre peuple en essayant, à partir de cette institution, d'imposer une législation, tant soit peu démocratique, sans la moindre remise en cause du refus des Accords d'Oslo.

● **Quelles sont les perspectives de l'Autorité palestinienne ?**

Les prochains mois connaîtront les négociations sur le statut final. Théoriquement ces négociations vont se dérouler à partir du 4 mai 1996, mais je pense qu'elles seront reportées après les élections israéliennes prévues pour le 26 mai. Les questions abordées seront : les réfugiés, Jérusalem, les colonies, les prisonniers,

La position d'Israël est claire :

■ refus total du retour des 4 millions de réfugiés palestiniens, tout en autorisant sélectivement le regroupement familial. Notons que les 6 000 réfugiés par an dont Israël avait accepté retour, conformément aux Accords, n'ont été que 1 500 en

★ PALESTINE

1995 ;

► pour Jérusalem, Israël continue à déclarer que cette ville unifiée est sa capitale, envisageant uniquement une cogestion des lieux saints par une commission regroupant des représentants israéliens, palestiniens, jordaniens, saoudiens, marocains et du Vatican. Les Palestiniens pourront accéder à une autonomie culturelle (enseigner l'arabe dans les écoles palestiniennes) et avoir le droit à une municipalité liée à la municipalité israélienne de la ville. Par ailleurs, si les Palestiniens veulent un autre Jérusalem, en dehors de ses frontières actuelles, Israël ne s'y oppose pas. Il ne s'agit pas d'une mauvaise farce, mais du sens de la déclaration du Prince héritier hachémite qui a estimé qu'on avait besoin de trois villes nommées Jérusalem : un Jérusalem international comprenant les lieux saints, un Jérusalem israélien et un Jérusalem palestinien ;

► concernant les colonies, une victoire du Likoud aux prochaines élections n'apporterait aucun changement. Pour leur part les travaillistes veulent annexer 11 % de la superficie de la Cisjordanie, limitrophe à la ligne verte. Sur ces 11 % se trouvent 70 % des colons. Le reste de la Cisjordanie serait rattaché à la Jordanie dans le cadre d'une confédération. Cela signifie que l'objectif est la création d'une entité palestinienne qui n'aurait des attributs de souveraineté que symboliques. Cette entité serait rattachée à la Jordanie par une confédération politique, elle-même rattachée à Israël par une confédération économique.

Par ailleurs, et conformément à l'accord jordano-israélien, le Jourdain constitue la frontière de la Jordanie avec Israël. Cet dernier compte garder la zone frontalière avec la Jordanie sous son contrôle et même dans le cas où il sera contraint de la céder, Israël conclura un accord avec la Jordanie sur l'implantation des réfugiés palestiniens (plus de 2 millions) en Jordanie pour que le pouvoir jordanien puisse interdire leur retour en Cisjordanie si cette dernière passe sous contrôle de l'Autorité palestinienne ;

► les prisonniers : je pense qu'à court terme Israël ne compte pas libérer ceux qui ont selon elle « les mains tachées de sang ».

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, la situation est plutôt sombre. La seule façon de s'en sortir est de mettre fin à la voie d'Oslo et d'opter pour une autre voie susceptible de faire aboutir les droits nationaux du peuple palestinien.

Actuellement, deux options existent. Celle choisie par Hamas, c'est-à-dire la voie militaire est à mes yeux négative parce qu'elle prive le peuple palestinien de la possibilité de convaincre l'opinion publique israélienne de constituer un État binational palestino-israélien qui est la seule solution juste au conflit.

La deuxième voie est celle du refus d'Oslo à travers la mobilisation des masses palestiniennes dans une lutte non-violente avec création d'un nouveau rapport de forces sur le terrain. Cela nécessite non seulement la mobilisation des masses palestiniennes mais également de la population juive. Il faut qu'on travaille ensemble comme deux peuples qui vivent sur le même territoire pour créer cet État binational.

● **Comment Arafat compte-t-il exécuter l'étape sui-**

vante de son contrat avec Israël, à savoir, la modification de la Charte nationale palestinienne ?

L'Autorité palestinienne s'ingénie aujourd'hui à maintenir cet engagement. Il s'agit, en effet, d'une exigence explicite des accords de Taba : la modification de la Charte devrait intervenir dans un délai de deux mois à partir de la première réunion du Conseil de l'autonomie qui s'est déjà tenue le 8 mars 1996. Seule une majorité des deux-tiers du Conseil national palestinien (parlement palestinien) est habilitée à modifier cette Charte.

Cela ne sera pas difficile à obtenir dans la mesure où Arafat a décidé de coopter les membres du Conseil élu dans cette instance. Le Conseil national se réunira à Gaza, Arafat proposera, dans le cas où le quorum ne serait pas atteint, un nouveau projet de Charte alternatif sans la moindre mention de la lutte armée.



Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

*

Éditée par PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

*

Rédaction — Administration :
PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France
Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61
E-Mail : 100641.2324@compuserve.com

*

Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski
C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

*

Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

*

Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL,
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



France

Les « Autres Voix de la planète » face au G7

Les chefs d'État des sept pays les plus riches du monde (États-Unis, Canada, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) se rencontreront pour leur solennel « sommet » annuel, fin juin, en France dans la ville de Lyon. Leurs ministres se sont déjà réunis, début avril, à Lille, sur le thème de l'emploi. Une large campagne unitaire, « les Autres Voix de la planète », est engagée pour faire entendre, face au G7, les exigences de celles et ceux d'en-bas.

Par Pierre Rousset

Paris, 20 avril 1996

LA CONFÉRENCE DE LYON S'ANNONCE comme une véritable provocation à l'heure où la crise sociale ne cesse de s'aggraver en France ; à l'heure aussi où, dans le monde, les effets dévastateurs du libéralisme économique s'avèrent plus universels que jamais. Il est d'ores et déjà clair que la « mondialisation » capitaliste et ses conséquences seront, en juin, au cœur de la confrontation entre le sommet des chefs d'État et le contre-sommet des mouvements populaires. Il est tout aussi évident que la mobilisation anti-G7 acquiert, cette année, en France, une dynamique politique originale. Plus qu'un simple rebond des initiatives menées les années précédentes contre le sommet des grandes puissances impérialistes, la campagne unitaire « les Autres Voix de la planète » ouvre probablement un nouveau cycle de contestation, nous conduisant à renouveler les thèmes classiques de la solidarité Nord-Sud et de l'internationalisme.

Principale riposte au sommet des Sept, les « Autres Voix de la planète » ont été initialement impulsées, en France, par la campagne « 50 ans, ça suffit ! », organisée voilà trois ans à l'occasion du cinquantième de la conférence de Bretton-Woods. Cette première campagne avait pour cible privilégiée les institutions dites de Bretton-Woods, à savoir le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), et aussi la toute nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) fondée à la suite du dernier round de négociation du GATT.

La campagne « 50 ans, ça suffit ! » s'inscrivait ainsi dans une contestation tout à la fois dynamique et traditionnelle de l'ordre mondial, affirmant la solidarité Nord-Sud. Mais on pouvait déjà noter une inflexion nouvelle dans les thèmes de mobilisation. Toujours plus clairement, en effet, les institutions dites de Bretton-Woods intervenaient ouvertement vis-à-vis des politiques économiques suivies à l'Est, évidemment, mais aussi au Nord. Les populations du Sud n'avaient plus le douloureux privilège d'être seules l'objet de leurs attaques officielles !

Mois après mois, ces attaques se sont multipliées en France même. Après d'immenses manifestations étudiantes et un recul du gouvernement français, le FMI exigeait encore en 1995 que les jeunes soient embauchés au-dessous du salaire minimum. La Banque mondiale prônait une politique uni-

verselle de privatisation des retraites alors que le mouvement ouvrier avait subi une grave défaite en ce domaine. L'OMC s'annonce comme une véritable arme de guerre contre ces services publics que défendaient âprement les grévistes de décembre 1995. Ces institutions prônent, de concert, une politique d'austérité aggravée au Nord — qui ressemble toujours plus à celle de l'ajustement structurel au Sud.

Déjà à l'occasion de la campagne « 50 ans, ça suffit ! », l'affirmation nécessaire de la solidarité Nord-Sud s'accompagnait donc d'une conviction nouvelle. Après la désintégration du bloc soviétique et à l'heure de la « mondialisation » capitaliste, les mêmes centres de pouvoir, incarnés par Bretton-Woods et le G7, appliquent des politiques destructives plus universelles encore que par le passé, frappant simultanément en tous lieux et en tous domaines. Cette universalité n'efface évidemment pas les différences entre pays impérialistes et pays du Tiers monde. Si l'imposition des politiques libérales nourrit une crise sociale structurelle, profonde et explosive, dans de nombreuses régions du Nord, l'intégration forcée au nouvel ordre mondial peut avoir aujourd'hui, au Sud, des conséquences encore bien plus extrêmes : désintégration sociale (Rwanda), effondrement brutal et massif du niveau de vie populaire (Mexique), guerre dévastatrice (Irak). Cependant, l'universalité même de la politique ultra-libérale permet de renouveler les fondements de l'anti-impérialisme, de l'internationalisme. A la solidarité Nord-Sud se combine plus étroitement que dans le passé le sentiment d'une communauté de destin, face à des politiques très similaires, nourrissant des solidarités plus multiples et transversales que jamais.

« TOUTES ET TOUS ENSEMBLE »

La campagne « les Autres Voix de la planète » prolonge et élargit qualitativement l'évolution amorcée avec « 50 ans, ça suffit ! ». Cela apparaît clairement tant sur le plan numérique que thématique. Si la campagne « 50 ans » regroupait plus de cinquante organisations (ce qui est important, pour la France), « les Autres Voix » en rassemblent déjà près de cent soixante-dix (ce qui est exceptionnel) et cette dynamique n'est pas achevée. Quant à ses fondements, la campagne des « Autres Voix » a été conçue durant l'été 1995, donc avant la grève massive des services publics en France. Et pourtant, maintenant qu'elle est

véritablement entrée dans sa phase active de mobilisation, cette campagne s'inscrit tout naturellement dans la continuité du soulèvement social de novembre-décembre. Ce dernier, en effet, autour de questions comme les retraites ou la défense du service public, a affirmé avec une puissance rare la légitimité de la résistance au libéralisme économique prôné par nos gouvernants, ainsi que l'exigence de l'unité, du « tous ensemble ». Deux thèmes qui sont, bel et bien, au cœur de la campagne des « Autres Voix ».

Nombre d'initiatives se préparent, à l'occasion du prochain G7 de Lyon et cette diversité peut être positive, pour peu qu'elle s'inscrive dans une double dynamique de lutte et de convergence. Une double dynamique que la campagne « les Autres Voix de la planète » a d'emblée fait sienne.

Comment incarner le « toutes et tous ensemble » sans regrouper autour d'un même combat un large éventail d'organisations de tous types, syndicats et partis, associations et mouvements ? Les autres initiatives, sans exception, veulent pour l'essentiel réduire le cadre de leur campagne à un bloc d'organisations politiquement ou fonctionnellement défini : Organisations non-gouvernementales (ONG) aux rapports aujourd'hui souvent incestueux, anarchistes « purs et durs » qui ne se sentent bien qu'entre eux, intersyndicales hésitant à mêler leurs eaux à celles des mouvements sociaux, etc. Ces initiatives peuvent avoir leurs raisons d'être et leur légitimité. Mais en dehors d'une convergence d'ensemble, elles risquent d'entraver le « toutes et tous ensemble », s'avérant alors incapables de répondre à l'esprit de décembre 1995, à l'affirmation nécessaire d'un front de résistance collectif au G7.

La campagne « les Autres Voix de la planète » veut incorporer l'éventail complet des organisations. Le mouvement syndical est représenté par la plus importante fédération enseignante (FSU), des composantes essentielles du « groupe des dix » (SUD, SNUI), deux piliers de la CFDT « en lutte » (FGTE, Basse-Normandie), une fédération CGT, les deux syndicats étudiants, la Confédération paysanne, etc. — sans oublier, du côté des mouvements sociaux, Agir ensemble contre le chômage (« AC ! »). Le multiforme monde associatif est présent avec des organisations de solidarité comme le Cedetim et des comités anti-impérialistes, avec des organisations antiracistes comme le MRAP, avec des groupements féministes comme Femmes et Changement ou la CADAC — sans revenir sur l'engagement de nombreuses associations locales qui fait émerger une véritable trame nationale irriguant l'action militante. Les mouvements pacifistes sont inhabituellement impliqués avec, notamment, l'Appel des Cent et le Mouvement de la paix. L'essentiel des partis à la gauche du Parti socialiste (PS) sont là, du Parti communiste (PC) à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en passant par Les Verts, et le courant libertaire (Alternative libertaire) nationalement et localement dans de nombreux collectifs. Côté ONG, notons la participation de leurs versants « environnement » (Ecoropa, les Amis de la terre...) et développement (dont des éléments du réseau Ritimo).

L'éventail d'organisations est là, mais encore imparfaitement. Le gros des ONG se contente de participer à un regroupement, présent surtout à Lyon et appelé « reprenons l'initiative », au profil modéré (le « dialogue » avec les décideurs) et aux ambitions militantes modestes (pas de mobilisation), même si nombre d'organisations participent en fait aux deux coalitions. Voilà qui soulève pas mal de questions quant à la capacité des ONG « classiques » de se ressourcer et de regagner une marge de manœuvre effective, face aux gouvernements, en se liant à nouveau aux mouvements

sociaux. Dans le domaine syndical, l'absence de la direction confédérale CFDT n'étonne personne. Mais celle de la CGT est plus problématique : elle hésite encore sur la marche à suivre, donnant la priorité à des opérations interconfédérales en vue de se faire enfin admettre dans la confédération européenne des syndicats (CES). Les « Autres Voix » poursuivent leur effort pour s'élargir encore et pour favoriser des temps forts à l'occasion desquels tous ceux qui le souhaitent peuvent se retrouver.

ALTERNATIVES ET MOBILISATIONS

Très profondément, le mouvement social de novembre-décembre 1995, en France, combinait résistance frontale aux attaques libérales et affirmation d'une alternative, face à la « pensée unique » de nos gouvernants, ancrée dans les exigences de celles et ceux d'en-bas. Certains n'y ont vu que repli passéiste, mais comment ignorer, par exemple, que la notion de service public exprime la défense tout à la fois d'un acquis chèrement conquis et d'un avenir alternatif à celui que défendent les tenants du libéralisme ?

Comment combattre dans les conditions nouvelles de la mondialisation ? Telle est la question au cœur de notre campagne. Le « propositionnel » ne peut être détaché du « protestataire », n'en déplaît aux ONG les plus modérées. D'où viennent les idées neuves et transformatrices, si ce n'est de l'expérience même des luttes et mouvements sociaux ? La campagne « les Autres Voix de la planète » lie ainsi étroitement réflexion et mobilisation. En favorisant les échanges entre organisations diverses et en animant des ateliers thématiques, tout en intervenant à l'occasion de nombreux rassemblements. En organisant de concert manifestations de rue et forums alternatifs, comme ce fut déjà le cas, et avec succès, à Lille, fin mars-début avril à l'occasion de la conférence sur l'emploi et comme cela sera le cas les 21-23 juin à Lyon, lors du week-end précédant la réunion du G7 des 27-29 avril (la date du contre-sommet a été choisie pour permettre une montée nationale et internationale, un jour de semaine n'y convenant pas et le week-end suivant étant celui des grands départs en vacances...).

Convergence donc de la réflexion et de la mobilisation, des échanges pluriels et des actions communes. Mais aussi convergence des terrains de luttes, face au libéralisme universel. « Chômage, dette, guerre, ça suffit ! » scande l'appel national au contre-sommet de Lyon. « Chômage », mot symbole de la crise sociale européenne. « Dette », mot symbole des rapports de dominations sur le Tiers monde. « Guerre », mot symbole de toutes les dynamiques destructives, des oppressions. Convergence internationale, aussi, via la présence de témoins et invités du Sud, et aussi la participation de nombreux Européens. Lyon n'est-il pas aux portes du Bénélux, de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Italie, à portée de car du Danemark, de la Grande-Bretagne, de l'État espagnol ?

Le G7 incarne la politique du libéralisme et impose sa loi en attisant les divisions au prix des pires oppressions et conflits. En opposant le chômeur au salarié, le précaire au fonctionnaire, le travailleur du Sud à celui du Nord, la famille à l'emploi féminin... Face à cette politique de division mise en œuvre par ceux d'en-haut, la campagne « les Autres Voix de la planète » veut contribuer à tisser les solidarités multiples entre celles et ceux d'en-bas.



Où va le « processus de paix » ?

DOSSIER :
IRLANDE

Le 9 février 1996, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) mettait fin à un cessez-le-feu qu'elle avait décrété le 1er septembre 1994. Cette annonce a été immédiatement suivie par l'explosion d'une puissante bombe dans le quartier d'affaires de Canary Wharf à Londres. Par la suite, des volontaires de l'IRA ont posé d'autres bombes de moindre puissance dans d'autres quartiers de la capitale britannique. Dix-huit mois auparavant, le cessez-le-feu de l'IRA avait ouvert le « processus de paix » en Irlande. Il s'agissait de trouver une issue au conflit nord-irlandais à travers la négociation entre toutes ses parties prenante — y compris Sinn Féin, l'organisation politique du mouvement républicain irlandais et le gouvernement de la République d'Irlande, de même que le gouvernement britannique et les partis pro-britanniques nord-irlandais. La stratégie du « processus de paix » était basée sur une alliance de toutes les composantes du mouvement nationaliste irlandais, comme le Parti travailliste et social-démocrate (SDLP) ou le gouvernement de Dublin. Il s'agissait de contraindre les Britanniques à faire des concessions en matière d'égalité des droits pour la minorité nationaliste d'Irlande du Nord et à développer les liens de part et d'autre de la frontière (avec la République d'Irlande). La reprise des opérations militaires de l'IRA traduit l'enlèvement de cette stratégie. Ce numéro d'*Inprecor* consacre son dossier à la question irlandaise.

★

Pas une paix mais une offensive impérialiste

Toute évaluation impartiale sur les 18 mois de cessez-le-feu en Irlande ne saurait tirer qu'une conclusion : la surprise ne réside pas dans le fait qu'il a pris fin, mais qu'il a duré si longtemps. Les concessions initiales — retrait des troupes des zones urbaines, ouverture des routes frontalières, suspension de l'interdiction d'interviewer des dirigeants du Sinn Féin à la radio et à la télévision — ont été suivies par des demandes pressantes que les armes de l'IRA soient « décommandées ».

Par John Mc Anulty
février 1996

DE TELLES DEMANDES AVAIENT peu de signification du point de vue militaire. L'IRA aurait pu sans problèmes donner de fausses informations sur son armement et remplacer les armes « décommandées » par de nouvelles acquisitions. La bombe posée au Canary Wharf en février 1996, qui a mis fin au cessez-le-feu, était fabriquée avec un matériel facile à obtenir. La demande de « décommander » les armes était donc fondamentalement politique : ce qu'on demandait aux forces républicaines, c'était de se rendre.

Par ailleurs, cette demande de reddition était accompagnée par toute une série de provocations. Le seul geste évoquant une libération des prisonniers a été le rétablissement des rémissions des peines que les Britanniques avaient auparavant supprimées. Seuls quelques prisonniers républicains ont été rapatriés d'Angleterre alors que les conditions de ceux qui y restaient s'aggravaient. Le soldat Lee Clegg, du régiment de parachutistes, accusé d'avoir assassiné un jeune de Belfast, a été relâché dans des conditions qui impliquaient, en fait, une reconnaissance du droit pour les forces répressives de tuer impunément. Celles-ci n'ont cessé de protéger les marches des ultras

orangistes dans les quartiers catholiques ne cessaient d'être protégées par les forces de répression de l'État. En revanche, les Républicains étaient matraqués dans les rues. Même le « dividende de la paix », sur lequel on avait fait tant de tapage, s'est évaporé dans un fatras de « conférences d'investissement » et des coups sombres ont été apportés aux fonds pour les projets de communautés.

Tout cela était inévitable puisque le processus de paix était fondé sur une gigantesque illusion, à savoir l'illusion que la Grande-Bretagne allait quitter l'Irlande. Dans leur course vers le cessez-le-feu, les ministres britanniques avaient expliqué à plusieurs reprises que la Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts stratégiques et économiques particuliers en Irlande. La section irlandaise de la IV^e Internationale a été presque seule à répondre que les Britanniques mentaient et que la Grande-Bretagne ne cessait d'être une puissance impériale ayant des intérêts économiques et stratégiques majeurs dans son ancienne colonie.

On prétendait, par ailleurs, que l'idée d'un désengagement britannique était incluse dans la déclaration de Downing Street signée par Londres et Dublin juste avant le cessez-le-feu, où



la Grande-Bretagne avait employé pour la première fois le terme « auto-détermination » en ce qui concerne l'Irlande. Une fois de plus, nous étions presque seuls à souligner que ce terme était immédiatement nié par l'octroi à la minorité unioniste dans les territoires occupés d'un droit de veto impliquant le maintien du partage du pays.

POUR CONCRÉTISER LA DÉCLARATION de Downing Street, Londres et Dublin avaient négocié un « Texte cadre ». De ce texte il découlait clairement que le partage subsisterait, mais, par des négociations fumeuses, on donnait l'impression que les propositions esquissées représentaient un pas vers une Irlande unifiée. Il est significatif que les Britanniques, lors de publication de ce texte en Irlande du Nord, aient en même temps avancé des propositions très détaillées en vue de la création d'une nouvelle assemblée locale. Le fait qu'une semaine après cette publication, le ministre pour le développement politique, Michael Ancram, ait annoncé que les Britanniques étaient prêts à prendre en considération d'autres idées pour la solution de la crise, indiquait qu'il ne prenait pas trop au sérieux le « Texte cadre » qui constitue en réalité le programme maximum du nationalisme bourgeois. Une indication supplémentaire sur la stratégie britannique est fournie par une remarque marginale du Ministre des Affaires étrangères, Douglas Hurd, après la signature de la déclaration de Downing Street : à la question de savoir s'il estimait que les républicains accepteraient le cessez-le-feu, il répondit : « Je ne crois pas que cela soit important ».

EN RÉALITÉ, AUX YEUX des Britanniques le « processus de paix » n'était qu'une offensive impérialiste majeure visant à assurer une stabilité capitaliste renouvelée et à supprimer tous les acquis de la lutte anti-impérialiste. Ils

avaient obtenu que Dublin accepte un renforcement du partage et renonce à l'aspiration historique à l'unité — propre à la majorité de la classe ouvrière irlandaise — par la suppression dans la Constitution de toute revendication d'unification du territoire national. En outre, les Britanniques étaient parvenus à limiter les effets de la lutte armée des républicains. Ceux-ci, à cause de la difficulté d'attaquer les forces armées de l'État, avaient été amenés à adopter une stratégie élargissant la gamme de « soft targets » (cibles faciles) considérés comme légitimes et à relancer l'aventurisme militaire en Angleterre. Le résultat fut de démoraliser les militants. Finalement, les Britanniques formèrent des « escadrons de la mort » loyalistes, capables de frapper à loisir dans les zones nationalistes et de s'adonner à toute sorte d'atrocités. L'IRA n'avait pas de stratégie défensive crédible et, lorsqu'elle a essayé de mener le combat dans les zones loyalistes, il y a eu des victimes civiles, ce qui a affaibli davantage son influence.

Bref, les Britanniques n'étaient prêts qu'à faire des concessions mineures dans le but d'aider la direction républicaine à aborder le dégel, mais au prix d'une reddition permettant à leur offensive impérialiste de se développer.

Dès que le processus de paix eut connu un temps d'arrêt, l'administration Clinton est entrée en scène. Une visite du président a contribué à renforcer la ligne britannique et à donner une base à la « Commission Mitchell », qui, entre autres, exigeait qu'on fixe une échéance pour les conversations entre toutes les parties concernées. Mais le rapport de cette commission a été vidé de son contenu par la décision britannique de le mettre de côté, de renoncer à fixer une échéance et de proposer des élections visant à consolider l'aboutissement du processus, c'est-à-dire installer à nouveau une assemblée locale modifiée avec une majorité loyaliste. En fait, de telles propositions ne faisaient que remettre la date de reddition de l'IRA qui aurait dû désormais se produire non avant mais pendant les conversations. Si ces conversations avaient eu lieu elles auraient comporté une dissolution de l'IRA sans aucune mesure de compensation en ce qui concerne les forces armées de l'État, malgré toutes les atrocités commises par elles en collaboration avec les « escadrons de la mort » de la droite. Le rapport ignorait tout cela : il était clair que c'était une réorganisation du partage qu'on projetait.

Ainsi, le cessez-le-feu débouchait sur deux propositions, l'une de la Commission Mitchell, l'autre du gouvernement britannique. Les deux exigeaient la reddition de l'IRA et projetaient un retour, avec quelques modifications, à ce régime du Stormont qui était basé

sur une discrimination sectaire et des conditions privilégiées en faveur des Unionistes.

Tout ce pénible processus a été facilité par un fort déplacement à droite de la direction républicaine. Celle-ci voulait sortir du cul-de-sac de sa stratégie militariste, mais sa nouvelle stratégie politique se fondait sur toute une série d'illusions.

La première illusion concernait l'impérialisme britannique lui-même. Il est tout à fait clair que les Républicains croyaient que les Britanniques étaient en train de préparer leur retrait de l'Irlande : ils avaient eux-mêmes déclaré de ne pas avoir d'« intérêts particuliers » à défendre ! Pourtant, le Sinn Féin n'a pu signer aucune des propositions sur lesquelles le processus de paix se basait.

En même temps, il existait des illusions à l'égard des États-Unis et de l'Union européenne. Dans des documents intérieurs, on expliquait avec insistance que ces forces se prononceraient pour une solution démocratique en Irlande et obligeraient la Grande-Bretagne à agir en conséquence.

Un symptôme encore plus alarmant de l'évolution politique de la direction républicaine était sa tendance à indiquer comme exemple le « processus de paix » au Moyen Orient et le rôle de Yasser Arafat. Une telle attitude a été réitérée par Martin McGuinness peu de jours avant la rupture du cessez-le-feu.

QUI PLUS EST, GERRY ADAMS et les autres dirigeants républicains ont nourri la plus grande des illusions, celle de l'existence d'une « famille nationaliste ». Aussi bien publiquement que dans des textes intérieurs, ils ont projeté une alliance avec le nationalisme bourgeois comme une alternative à la stratégie militariste traditionnelle. Malheureusement, leurs illusions envers la bourgeoisie irlandaise sont aussi traditionnelles et aussi erronées que leur foi dans le militarisme, avec cette différence qu'une telle alliance les placerait immédiatement du même côté de la



barricade que les oppresseurs directs de la majorité de la classe ouvrière irlandaise.

En fait, tout le processus de paix a permis d'assister à l'effondrement de la « famille nationaliste ». Après la fin du cessez-le-feu, tous les partis bourgeois ont commencé des négociations en ayant comme principal point à l'ordre du jour la proposition britannique d'une assemblée unioniste. L'expression formelle de la « famille » — le forum existant à Dublin pendant 18 mois — a produit un rapport final qui jette à la poubelle la revendication d'autodétermination en laissant en plan le Sinn Fein, incapable de le signer. Toutefois, la direction républicaine continue à s'accrocher à la bourgeoisie irlandaise. Selon son analyse la plus récente, la « famille » aurait survécu si elle avait été encore dirigée par le parti populiste Fianna Fail à la place du

parti Fine Gael, qui est un peu plus ouvertement pro-impérialiste!

LA FIN DU CESSEZ-LE-FEU ne résout aucun des problèmes se posant aux Républicains et n'enterre ni la confusion ni les illusions. La campagne d'attentats à la bombe repose toujours sur l'hypothèse que la Grande-Bretagne est disposée à quitter l'Irlande. En réalité, si celle-ci en tant que puissance impériale a intérêt à

rester, les pertes en matière de commerce et de tourisme et les 150 millions de pounds de dégâts provoqués par les bombes ne changeront rien à l'affaire.

En même temps, la direction du Sinn Fein joue avec la folle idée selon laquelle les difficultés auxquelles elle doit faire face, découlent du fait que le gouvernement conservateur, ne disposant que d'une très faible majorité, a besoin du soutien unioniste. Elle ne se demande pas pourquoi le Labour Party et l'establishment britannique dans son ensemble ont le même comportement irresponsable et pourquoi le parti unioniste a voté contre le gouvernement lors d'un vote crucial. Des représentants importants de l'establishment ont demandé au Premier

ministre Major de ne pas mêler la politique de son parti à la question irlandaise. Mais ils ont gardé le silence par la suite en confirmant ainsi que l'attitude du gouvernement se base essentiellement sur les intérêts de l'impérialisme britannique. Le Sinn Fein persiste à considérer prioritaires des conversations avec la participation de toutes les parties concernées. Mais, si la Grande-Bretagne se retirait de l'Irlande, le Sinn Fein ne pourrait jouer qu'un rôle mineur dans les conversations. Si elle reste, les conversations ne serviront à rien.

Un point d'interrogation encore plus inquiétant se pose en ce qui concerne la campagne militaire elle-même. Comme l'a expliqué Rory O'Bradaigh du Sinn Fein Republicain dissident, la déclaration mettant fin au cessez-le-feu ne mentionne pas la revendication traditionnelle du retrait des troupes et, en revanche, fait appel aux négociations.

Toutes les déclarations récentes de la direction républicaine montrent que c'est la revendication des conservateurs qui constitue à ses yeux le lien entre l'action militaire et l'action politique. Londres et Dublin ont fixé pour le 10 juin les conversations entre toutes les parties concernées, dans un contexte électoral de partage, la « famille nationaliste » étant d'accord avec les Britanniques et les Unionistes sur le rejet de toute solution démocratique et disposant des propositions Mitchel pour coincer les républicains à tout moment.

Selon une tactique habituelle, Gerry Adams a salué la fixation d'une date pour les négociations, tout en demandant de la « clarté ». Or, pour beaucoup de militants, l'aboutissement du « processus de paix » n'est devenu que trop clair. Est également clair le symbole d'un leader du Sinn Fein assis en face de l'IRA, à la même table que John Hume, le représentant au Nord du nationalisme bourgeois, et demandant un cessez-le-feu.

BERNADETTE MCALISKEY, militante ayant participé à beaucoup de batailles, a lancé un appel pour la convocation d'un congrès républicain qui esquisse une nouvelle voie. Ce serait un pas en avant important, mais à condition que la direction républicaine actuelle abandonne la perspective d'une alliance avec le nationalisme bourgeois. Sans un tel tournant à 180 degrés, la position du Sinn Fein s'affaiblirait davantage du fait qu'il s'efforcerait d'appliquer deux stratégies contradictoires, ayant fait faillite face à l'offensive la plus résolue de l'impérialisme depuis l'éclatement des conflits actuels.

Il y a beaucoup de choses à faire. Il y a eu des manifestations massives pour la paix, même si elles n'ont pas eu la même tonalité anti-impérialiste que dans le passé. Les sondages indiquent

que la majorité de la population, aussi bien en Irlande qu'en Grande-Bretagne, attribue au gouvernement britannique la responsabilité de la rupture du cessez-le-feu. L'opposition à un retour au régime du Stormont aussi bien qu'au soutien du partage par Dublin ne se limite pas aux rangs du Sinn Fein. Même pour garantir l'arrangement réactionnaire qu'ils proposent maintenant, les Britanniques devront obliger les Unionistes à faire des concessions à la classe moyenne catholique. Pour l'instant, les Unionistes revendiquent essentiellement le retour à « un parlement protestant pour le peuple protestant » et il ne semble pas qu'il y ait une véritable pression des Britanniques visant à rectifier une telle attitude.

Les marxistes révolutionnaires doivent continuer à défendre une attitude d'opposition intransigeante face à l'offensive impérialiste, en faisant appel à l'auto-organisation ouvrière comme barrière infranchissable contre cette offensive.

★



14^e Congrès mondial de la Quatrième Internationale.
 Numéro spécial (hors abonnement)
 supplément à *Inprecor* n°389
 A commander à PECEI, BP 85, 75522,
 Paris cedex 11.
 Prix : 50FF ; 15FS ; 300FB.

Prisonniers du « processus de paix »

Inprecor a rencontré Bernadette Devlin McAliskey, une dirigeante de premier plan des différents mouvements de masse qui se sont développés depuis 25 ans contre le système de domination britannique sur l'Irlande du Nord.

Propos recueillis par Gerry Foley
Mars 1996

***Inprecor* : Pourquoi l'IRA a-t-elle mis fin à son cessez-le-feu ?**

Bernadette Devlin Mc Aliskey : Il y a deux causes principales à cela. En premier lieu, le cessez-le-feu a été décrété avec la croyance que pendant une durée déterminée il donnerait lieu à une certaine forme de dialogue qui mettrait le Sinn Féin directement en face du gouvernement britannique. Dix huit mois plus tard, cela ne s'était toujours pas produit. Ensuite, il y a une cause interne au mouvement républicain. Je ne crois pas que ce soit le fruit d'une décision calculée de la direction de l'IRA. Si l'on y repense, l'annonce du cessez-le-feu a été accueillie avec enthousiasme par les militants républicains. C'était perçue comme une victoire. Pour simplifier, les gens l'ont accepté avec une très grande confiance vis-à-vis de la direction de l'IRA. Et ce malgré le fait que la base militante (et d'ailleurs personne dans l'organisation à part la direction elle-même), n'avait à aucun moment été mise au courant de la discussion qui a mené au cessez-le-feu. On croyait qu'il s'agissait à l'origine des résultats d'une « percée » réalisée dans des négociations secrètes. Mais il n'en était rien. Par honnêteté à l'égard de la direction républicaine, Gerry Adams — le président du Sinn Féin —, a dit à l'époque qu'il n'y avait pas d'accord secret. Mais les gens n'ont rien voulu entendre et les événements ne prenaient sens pour eux que s'il y avait eu des tractations secrètes. Alors, de tenta-

tives d'explication erronées en vaines espérances, la désillusion a commencé à s'installer. Je pense que la direction républicaine a fini par prendre le risque calculé de la bombe de Canary Wharf de façon à réaffirmer son autorité sur son aile militaire. A mon avis, ses membres ont estimé que s'ils ne se décidaient pas à agir à ce moment-là, on se dirigeait vers une situation où des éléments de l'organisation, ou encore des gens qui l'ont quitté, auraient par frustration, mis en œuvre leur propre action militaire. La bombe a constitué un avertissement spectaculaire pour les Britanniques. Canary Wharf est un lieu prestigieux, avec beaucoup d'immeubles de verre. En ayant soin de poser la bombe un vendredi soir, les volontaires espéraient vraisemblablement ne tuer personne. Mais la bombe était très puissante et deux personnes sont mortes. D'un point de vue politique, il est bien sûr impossible de dire où va nous mener la rupture du cessez-le-feu.

● ***Au niveau international, on a l'impression qu'une confusion extrême règne depuis l'attentat de Canary Wharf et les bombes suivantes. Personne ne sait ce que font les Républicains, si le « processus de paix » est toujours en cours ou bien si l'on est rentré dans une nouvelle campagne militaire, et tous les protagonistes semblent être dans***

l'expectative.

La situation n'est guère différente vue d'ici. La bombe de Canary Wharf a peut-être résolu une tension interne aux structures militaires républicaines, mais les Républicains restent prisonniers de la logique du processus de paix qu'ils ont déclenché. Publiquement, la direction républicaine a troqué l'objectif républicain historique d'une Irlande de (socialiste ou non) 32 comtés en faveur d'une négociation multipartite pour une Irlande consensuelle (1). C'est sur cette base que l'IRA a décrété le cessez-le-feu.

Il y a de quoi être troublé par ce que fait l'IRA ; les Républicains devaient bien se douter qu'un retour aux actions militaires ne les feraient pas revenir à la table de négociation sans qu'ils soient de nouveau confrontés à toute une série de question comme au début du processus : la non-violence et le désarmement de l'IRA notamment. Aujourd'hui, les Républicains ont obtenu une date pour des pourparlers de paix multipartites — à condition toutefois que l'IRA renouvelle son cessez-le-feu. Pourtant aucune trêve n'a été de nouveau décidée, aussi les gens s'interrogent sur les objectifs de l'IRA et sur sa stratégie.

● ***Un éditorial du principal journal de la communauté républicaine de Belfast-Ouest (Ander-***

1) L'Irlande du Nord (occupée par les Britanniques) est constituée de six comtés tandis que la République d'Irlande en compte 26.

sonstown News) affirmait, il y a quelques mois, qu'il était inutile de faire descendre les gens dans la rue sur des revendications aussi vague que « des pourparlers de paix » ; et qu'il serait plus efficace de mener des campagnes sur des revendications concrètes. Qu'est-ce que cela reflète ?

Cet article traduit un mécontentement réel au sein du mouvement républicain large. Après les grèves de la faim des années 1980-1981 (2), l'IRA constituait la représentation militaire du combat républicain et Sinn Féin sa représentation politique. Mais à la base, dans la communauté, il y avait toutes sortes de gens œuvrant sur des programmes économiques, sociaux, politiques ou touchant la question des droits de l'homme. Il n'y avait pas de lien clairement définis entre les différents secteurs de ce mouvement ; ainsi des membres du Sinn Féin pouvaient être impliqués dans le travail de masse ou des membres d'associations de masse pouvaient être des volontaires de l'IRA. A partir du moment où le mouvement républicain est entré dans des pourparlers secrets, il semble que la stratégie de développement de ce mouvement de masse très large ait été abandonnée. Tout a été centré sur la question du désarmement de l'IRA ou pas : la date pour des négociations multipartites, les participants aux pourparlers, etc. Alors les membres de la communauté ont commencé à craindre que la question des droits de l'homme, celle de la discrimination dans l'emploi et beaucoup de sujets qui avaient fait partie de la vie du mouvement de masses — comme la législation sur un salaire minimum, l'extension de la semaine de 48 heures européenne ou la question des femmes — ne soient mis au placard. Sinn Féin faisait descendre les gens dans la rue pour exiger des pourparlers de paix immédiats alors qu'en fait on privait toujours les prisonniers nationalistes de leurs droits les plus élémentaires et que les militants de base étaient paralysés, ne sachant pas quelle était la stratégie de leur direction et n'osant pas agir indépendamment de peur de faire chavirer la barque.

De nombreuses manifestations conduisent, et c'est caractéristique de la situation nord-irlandaise, à des affrontements avec la police — parce que cette dernière, une fois déployée, se met à brutaliser les manifestants nationalistes. La réaction spontanée des alliés du Sinn Féin comme le SDLP ou le gouvernement irlandais, est d'appeler les manifestants républicains à cesser « cette forme de protestation irresponsable ». La base de leur argumentation étant que maintenant que le processus de négociation a débuté, les gens doivent comprendre qu'il

s'agit d'affaires sérieuses à confier aux partis et aux dirigeants politiques.

● *Le New York Times a récemment publié un article de mauvaise augure dans lequel il fait état d'un sondage indiquant qu'une majorité des catholiques d'Irlande du Nord accepteraient que perdure la pratique de « l'internement » si la paix en dépendait (2).*

Sinn Féin a pratiquement été le seul artisan d'une situation qu'il ne contrôle pas. C'est sa direction qui a lancé le slogan « donner une chance à la paix ». C'est elle qui a suscité la première demande pour des négociations de paix. Et ce, alors qu'elle n'avait pas les moyens de déterminer voire de peser sur le contenu d'éventuels pourparlers de paix, pour la simple raison qu'elle a autorisé le gouvernement irlandais à parler en son nom. D'une part, la direction républicaine a rendu sa communauté impuissante — pas intentionnellement certes, mais c'est la dynamique produite qui l'a « désarmée », la rendant incapable de saisir ce qui se passe — et de l'autre, elle a donné les moyens de larges secteurs d'être désormais très actifs contre ses propres intérêts. Par exemple, la direction républicaine a renforcé un large spectre de l'« Amérique irlandaise » — en l'occurrence essentiellement des politiciens américains et des secteurs de l'establishment — qui ont intérêt à une paix à n'importe quel prix. Elle a de même pavé la voie à une propagande nourrie de l'État d'Irlande du Sud. Ainsi, dans ce contexte, ceux qui ont le pouvoir ont beau jeu de justifier l'« internement » en posant hypocritement la question de savoir si « on peut faire autrement » alors que les Républicains ont obtenu un rendez-vous pour les négociations de paix, que tout le monde dans le pays arbore le ruban blanc de la paix et ne parle que d'un référendum pour mettre fin au conflit.

● *Que faire alors ?*

La situation est très difficile. Ma plus grande difficulté étant de comprendre comment la direction républicaine a pu ne pas se rendre compte de la profondeur des eaux dans lesquelles elle entrait. Le premier faux-pas a été de ne pas avoir rejeté clairement les paramètres de la déclaration dite de « Downing Street ». La direction des Républicains a finalement déclaré qu'elle s'opposait à ce texte, alors que cela faisait six mois qu'elle œuvrait dans le cadre qu'il imposait. Je pense que la direction républicaine s'est mise d'elle-même dans une situation irréversible. Je ne crois pas qu'un retour aux opérations militaires soit une possibilité



effective. Au contraire, je crois que si la direction de l'IRA décidait de reprendre ses opérations militaires, dans le climat qu'elle a contribué à créer, alors la défaite militaire deviendrait une possibilité réelle, pour la première fois depuis quinze ans.

● *Alors quid d'un retour aux campagnes de masse ?*

La vraie question est effectivement comment provoquer des mobilisations massives dans le contexte actuel, où on peut dire qu'une large fraction de la communauté nationaliste croit que les négociations vont mener d'une façon ou d'une autre à un règlement pacifique et équitable. Mais ce n'est pas le cas. Le véritable objectif de ces négociations est de mettre en place ce que les Britanniques proposaient en 1972 : une sorte de partage du pouvoir entre deux blocs — l'un nationaliste, l'autre unioniste —, avec un référendum qui détermine le rapport entre les deux populations tous les dix ou quinze ans, et l'établissement de liens économiques et commerciaux transfrontaliers (avec la République d'Irlande) requis par l'Union européenne d'ici la fin du siècle. Rien de plus et rien de moins. C'est ce qui va se produire et nous ne sommes pas actuellement en mesure de l'empêcher.

2) Le mot « internement » désigne en Irlande du Nord l'ensemble des dispositions d'exception permettant à l'État d'arrêter arbitrairement toute personne connue ou suspectée d'appartenir à l'IRA et d'autoriser ou non les rassemblements.

3) Il s'agit du document britannique qui a préparé la mise en place du cessez-le-feu. Il évoquait le droit à l'autodétermination des Irlandais mais en limitant ce droit au cadre de l'Irlande du Nord, qui est une construction politique réalisée justement pour y assurer une majorité pro-britannique.



● **Où en sont les discussions au sein du mouvement républicain ? Le Sinn Féin a tenu son congrès (Ard Fhéis) à la fin du mois de mars 1996 et dans la phase de préparation au moins, *Republican News*, l'hebdomadaire du Sinn Féin s'est fait l'écho de positions très critiques vis-à-vis de la direction.**

Le problème des dix-huit derniers mois a été justement l'étouffement de toute discussion. Au sein du mouvement républicain au sens large, et pas seulement dans le Sinn Féin en tant que parti, cela a causé beaucoup d'aigreur. Cette logique est connue d'un mouvement révolutionnaire comme le vôtre : lorsque les gens sont inca-

pables ou ne veulent pas défendre leur position de façon politique, ils le font par des attaques personnelles contre les individus avec qui ils ont des désaccords. Nous avons vécu beaucoup de choses de ce type, ce qui ne s'était pas vu depuis les années 1970. C'est très douloureux lorsque cela arrive à des compagnons qui se sont battus côte à côte pendant 25 ans. L'effet immédiat a été qu'on ne débattait plus de leurs divergences. Ce qui c'est passé c'est que les déçus, ou ceux qui ont commencé à se rendre compte que les choses marchaient mal, ont quitté le mouvement.

Pour être sûr de produire un bon « show » pour les médias américano-britanniques, la direction de Sinn Féin se devait de mobiliser ses troupes. Ainsi, tous les loyalistes à toute épreuve vis-à-vis la direction — indépendamment de tout débat politique — ont été conviés au Ard Fhéis. Mais la contrepartie est que celle-ci n'aura aucun écho réel de ce qui se passe vraiment à la base du mouvement républicain.

● **En fait, ce congrès n'a pas été à la hauteur des enjeux.**

En effet, et même si un « congrès-grand messe » pouvait être tactiquement nécessaire, cela a empêché la direction du mouvement républicain d'acquiescer la légitimité et la sagesse qui sont le fruit du débat collectif. A mon avis, la direction des Républicains a commis une erreur de jugement sur son importance dans le « processus de paix ». Sa dynamique a atteint un point tel que si l'IRA ne décrète pas un second cessez-le-feu, Sinn Féin ne sera pas admis dans les pourparlers. Et si Sinn Féin est exclu des négociations, cela ne constituera pas un gros obstacle parce que le gouvernement irlandais et le SDLP iront négocier sans lui. Si, au contraire, il y a un cessez-le-feu et que Sinn Féin participe aux discussions, il

devra choisir entre les quitter ou accepter leur conséquence logique — c'est-à-dire une version ripolinée du *statu quo* — et en assumer une part de responsabilité.

● **Comment sortir de cette impasse ?**

Il me semble que le premier pas pour en sortir consiste à faire une évaluation honnête de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous devons nous appuyer sur le cessez-le-feu. La législation répressive spéciale est toujours en vigueur, mais nous pouvons organiser une campagne de masse pour protester contre cet état de fait. Si nous ne revenons pas à une situation de guerre, il y a moins de chance pour qu'il y ait des massacres. Et ainsi il y aura plus de monde pour mener cette campagne. Je crois que Sinn Féin devrait quitter le « processus de paix ». Notre présence dans ce processus ne peut rien y changer. Notre mobilisation doit par contre nous assurer que, quel que soit le mécanisme qui est mis en œuvre dans ce pays, nous nous battons pour une citoyenneté réelle, pour l'égalité des chances, nous revendiquerons notre identité nationale, le respect des droits de l'homme et articulons une campagne politique sur cette base. Je pense qu'il est possible de commencer à construire un mouvement politique large qui soulève des questions sociales, de classe et nationale fondamentales, un mouvement qui soit libre parce qu'il ne serait pas lié par des accords avec le gouvernement irlandais et les partis nationalistes bourgeois (comme le SDLP, ndt).



Martin Mc Guinness (à droite) au côté du président du Sinn Féin, Gerry Adams

Des efforts collectifs pour un règlement durable

Le président du Sinn Féin Gerry Adams, esquisse la stratégie suivi par son parti durant les 17 derniers mois ainsi que les obstacles auxquels il doit faire face.

The Irish Reporter
n°21, février 1996

LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ont été marquées par des progrès significatifs dans nos efforts collectifs pour trouver un règlement politique durable permettant de dépasser le conflit et les divisions. Le dialogue politique fut au centre de ces efforts et doit être au centre du nouvel arrangement politique au sein du peuple irlandais. Durant les trois dernières années il y a eu également beaucoup de frustration et d'anxiété suite aux obstacles dressés, essentiellement par le gouvernement britannique ; obstacles qui ont retardé le processus de paix et créé des crises intenses et multiples ; obstacles qui, comme le déclarait Dick Spring, menacent de « dissiper l'élan » de la paix.

Cette frustration est à présent à son maximum en raison du refus du gouvernement britannique, après 16 mois de cessez-le-feu décrété par l'IRA, de permettre à toutes les parties concernées de participer aux négociations. Le gouvernement britannique considère toujours les pourparlers de paix comme un moyen par lequel il pourrait achever ses objectifs politiques qui n'ont pas été atteints durant 25 ans de conflit sanglant.

Cela est contraire à l'esprit d'un processus qui cherche à n'exclure personne et exige l'établissement d'une confiance mutuelle.

Il est impératif que chaque partie reconnaisse le caractère démocratique des autres pour aller en avant vers des négociations regroupant toutes les belligérants afin de

mettre au point un accord. Le dialogue démocratique et les négociations sont le test décisif d'un processus de paix viable — c'est l'unique voie pour parvenir à un accord politique et par la suite à une paix durable.

Il y a seize mois, le cessez-le-feu de l'IRA a transformé le climat politique, offrant ainsi la meilleure opportunité, depuis la partition (de l'Irlande en 1921) pour la résolution du conflit irlandais. Il serait criminel de gaspiller cette opportunité de la part du gouvernement britannique qui subit le chantage des neuf députés de l'Ulster Unionist Party (Parti protestant britannique dont les voix sont nécessaire pour que Major ait la majorité). Le processus de paix n'est pas la propriété du gouvernement britannique. En effet, ce sont les efforts des nationalistes irlandais qui pourront le faire aboutir.

Les discussions les plus importantes ont eu lieu avec John Hume (Porte-parole du parti irlandais) et ont permis de dégager les principes fondamentaux communs en vue de dépasser le conflit et d'avancer vers un accord négocié. Les propositions Adams-Hume ont esquissé un certain nombre de principes de base ainsi qu'une dynamique susceptibles de créer les conditions pour un cessez-le-feu total et l'établissement d'une paix durable en Irlande. Ces propositions connues sous le nom d'Initiative de paix irlandaise, ont galvanisé l'opinion publique nationale irlandaise au Nord comme au Sud.

L'Initiative de paix irlandaise de 1993 s'est basée sur une réalité incontournable, à savoir qu'il n'y aura pas de règlement interne sans les six provinces du Nord. Un tel règlement doit reposer sur le droit du peuple irlandais à l'autodétermination nationale et il ne pourra être conclu durablement sans la participation de toutes les parties aux négociations de paix gérées par les deux gouvernements (britannique et irlandais du Sud).

Cette initiative a poussé l'IRA à déclarer que si la volonté politique existait, ou était créée, l'Initiative « pourrait fournir les bases de la paix ». Dans ce contexte, la déclaration de Downing Street (siège du premier ministre britannique) de décembre 1993 avance quelques éléments importants pour la construction d'un processus de paix effective, ce que le gouvernement britannique n'avait pas antérieurement fait : en particulier le fait que les deux gouvernements s'engagent dans des négociations avec toutes les parties pour arriver à un nouveau règlement politique pour le peuple irlandais. Les clarifications ultérieures données au Sinn Féin par le gouvernement britannique et le gouvernement irlandais l'ont répété et ont aidé à faire avancer le processus de paix. Sinn Féin a souligné que la dynamique nécessaire pour sortir du conflit ne devrait pas être uniquement liée à une déclaration publique. Cette dynamique doit reposer sur des principes, un cadre, des échéances, des procédures, des objectifs pour la paix et surtout sur les négociations — incluant toutes les parties. Durant le dialogue entre le gouvernement irlandais, le



SDLP, Sinn Féin et la communauté américano-irlandaise, un consensus a été réalisé sur un certain nombre de questions politiques importantes, un tel consensus était fondamental pour la résolution du conflit sur la base de principes démocratiques. Le principal point fut l'accord sur la participation de tous les partis démocratiques aux négociations gérées par les deux gouvernements.

Le besoin d'avancer un certain nombre de questions immédiates et pratiques concernant les nationalistes du Nord, y compris le droit à la parité, l'égalité dans le traitement et l'égalité des chances a été reconnu. La convergence des opinions sur les questions démocratiques en vue de la résolution du conflit irlandais représente une approche sans précédent.

Ce sont les efforts du nationalisme irlandais qui ont engendré le processus de paix et ont offert l'occasion unique qui se présente à nous aujourd'hui. La stratégie de paix de Sinn Féin, le dialogue Hume-Adams, l'Initiative de paix irlandaise et le cessez-le-feu décrété par l'IRA ont créé un nouveau climat poli-

tique qui, pour la première fois depuis la partition, offre une réelle perspective pour négocier une paix durable. Toutes les parties concernées par le dialogue doivent être impliquées sans ordre du jour préalablement défini. La nature et la structure de ces négociations doivent assurer l'efficacité et l'urgence du traitement de toutes les questions susceptibles de faire avancer le processus de paix. Les trois questions qui doivent être examinées sont :

- ▶ le changement politique et constitutionnel ;
- ▶ la démocratisation ;
- ▶ la démilitarisation.

Pendant des années on a considéré que l'IRA constituait le principal blocage qui ne permettait pas d'avancer ; que les Britanniques ne pouvaient pas progresser à cause d'elle et qu'en revanche un accord politique négocié susceptible de résoudre les causes de divisions et de conflits serait possible dans le cas d'un cessez-le-feu de la part de l'IRA.

Le cessez-le-feu de l'IRA a créé un espace pour une nouvelle approche qui aurait pu aborder la question. Aujourd'hui, 16 mois sont passés depuis la déclaration du cessez-le-feu, néanmoins il n'y a toujours pas la paix il n'y a pas non plus de pourparlers. Au contraire, les Britanniques nous disent que l'ordre du jour reste le même : exclusion du Sinn Féin, discrimination à l'égard de nos électeurs et reddition de l'IRA comme préalable. Cela implique de nier au Sinn Féin et à nos électeurs le droit de négocier l'avenir de l'Ile tout en niant aussi ses droits au reste du peuple irlandais. (...)

Le gouvernement de Dublin a la responsabilité historique de prendre l'initiative, de présenter au gouvernement britannique la position démocratique irlandaise et de persuader John Major de jouer à fond son rôle en faisant du processus de paix irlandais un accord politique négocié en vue d'un nouveau règlement irlandais et anglo-irlandais pour le prochain millénaire.

Au début décembre les deux gouvernements ont avancé une « double approche » dans le but déclaré d'ouvrir fin

février des négociations de paix de toutes les parties concernées. Malgré le fait qu'elle n'ait pas fait partie de la discussion et des négociations précédant le cessez-le-feu de l'IRA, le Sinn Féin a exprimé sa volonté de s'y engager en supposant que cela éliminerait tous les obstacles au dialogue et permettrait d'aborder la phase de négociation du processus de paix. Comme le Taoiseach, John Bruton l'a souligné, la double approche aurait été une perte de temps si elle n'avait pas réussi à éliminer tous les obstacles au dialogue. La commission internationale dirigée par George Mitchell a déjà beaucoup avancé sur le problème des armes. Les deux gouvernements doivent maintenant faire preuve de la même énergie et progresser rapidement dans la préparation des conditions pour l'ouverture des pourparlers. Il n'y a absolument aucune raison de ne pas commencer immédiatement des négociations d'ensemble sur la base d'un mandat électoral.

Le report et la suspension ont déjà déstabilisé le processus de paix sans raisons valables. Il est urgent maintenant que toutes les parties concernées s'engagent à fond. Certes, c'est le droit de n'importe quel parti de ne pas y participer, mais un refus de s'engager dans des négociations démocratiques ne doit pas se transformer en veto niant le droit des autres partis politiques à commencer le dialogue.

En s'engageant dans une stratégie de paix il y a plus de huit ans, le Sinn Féin avait un objectif ambitieux : résoudre un conflit qui a ses racines dans des siècles de divisions et de méfiance, personne ne pouvait penser que cette tâche pourrait s'accomplir sans difficulté. Pour développer le processus de paix il faut y participer. Nous devons tous y jouer pleinement notre rôle. La paix ne peut être construite unilatéralement. Le refus du gouvernement britannique et des partis unionistes représente un obstacle au dépassement des causes du conflit. Si les causes du conflit persistent il n'y aura aucune paix durable.

Le gouvernement britannique et les partis unionistes doivent arrêter de chercher des prétextes et commencer à construire la paix. Le Sinn Féin a démontré à plusieurs reprises son engagement et sa détermination. Nous avons utilisé pleinement notre influence dans les milieux républicains pour créer et maintenir cette possibilité pendant 16 mois actuellement la question se pose de savoir si les autres sont prêts à aller au-delà de la politique du passé qui a fait faillite.



L'offensive irlandaise de Major

« Nous n'avons pas d'intérêt ni stratégique ni économique à rester ici ». C'est ce qu'a dit Patrick Mayhew, le ministre britannique responsable de l'Irlande du Nord, dans une interview à Die Zeit en 1993. Quand l'IRA a déclaré un cessez-le-feu en août 1994, elle attendait des discussions directes avec les britanniques dans les trois mois après 18 mois de frustration croissante de la base face aux tactiques dilatoires. Le cessez-le-feu a été interrompu avec l'attentat de Canary Wharf en février 1996. Les Britanniques (et les unionistes) auraient pu aboutir à un accord à n'importe quel moment durant ces dix-huit mois. Qu'ils aient choisi de ne pas le faire ne peut s'expliquer simplement par le fait que les Conservateurs dépendent du Parti unioniste de l'Ulster lors des votes cruciaux au Parlement ou par le flot de soucis dans lequel se débat Major, qui s'accroche au pouvoir après 17 ans de gouvernement. C'est le symptôme d'une division plus profonde du Parti Conservateur et de l'État britannique lui-même.

David Coen
Londres, 16 Avril 1996

LES BRITANNIQUES SAVAIENT, lorsque le cessez-le-feu a été annoncé, que les Républicains avaient déjà beaucoup reculé par rapport à leur revendication historique d'un retrait négocié des Britanniques et de l'unité irlandaise. Il était clair que s'ils voulaient des négociations ils devraient travailler à l'intérieur du cadre défini par le veto unioniste. Un document émis par la conférence annuelle du Sinn Féin parlait du probable accord qui émergerait des discussions au sujet d'un arrangement « transitionnel » sur la route d'une éventuelle unité. La seule revendication de l'IRA en annonçant le cessez-le-feu était une place dans les négociations.

Ceci a permis aux Britanniques de faire pression sur la direction républicaine pour qu'elle accepte l'abandon de la lutte armée et la restitution des armes. Comme l'a déclaré rageusement un membre du Sinn Féin, « les Britanniques ont essayé de gagner par la diplomatie ce qu'ils n'ont pas obtenu par la guerre » — c'est-à-dire la défaite de l'IRA. Alors que le cessez-le-feu se poursuivait et que les Britanniques multipliaient les obstacles à la participation des Républicains aux discussions, il devint évident qu'il ne s'agissait pas simplement d'un exercice de modération pour faire avancer les négociations.

Il y a également une fraction significative de l'appareil policier et militaire britannique qui veut une revanche sur l'IRA. Pour eux l'objectif du processus de paix était de diviser, d'isoler puis de vaincre militairement les républicains. Cette opinion est partagée à Dublin où une source évoquait récemment la nécessité « d'éradiquer le cancer républicain de l'île d'Irlande ».

Toute une série d'initiatives ont été calculées pour provoquer les républicains. P.L. Clegg, un soldat britannique incarcéré pour le meurtre d'un adolescent de Belfast, a été libéré puis promu. Aucun prisonnier n'a été relâché bien que certains aient passé plus de vingt ans dans les prisons britanniques. En fait, les conditions de détention des prisonniers ont empiré, comme l'a signalé une délégation de membres du Parlement de Dublin. Major a maintenant promis une négociation générale en juin après les élections. Il a obtenu le soutien à regret du SDLP, de Dublin et du gouvernement Clinton. Il a beaucoup de cartes en main. Les élections au Nord formeront la base des négociations. Leur résultat est donc déjà clairement désigné comme interne — c'est-à-dire à l'intérieur des frontières existantes. Il n'y aura aucune concession à l'unité irlandaise. On proposera à Dublin un vague

rôle comme garant des droits des nationalistes dans les 6 Comtés, en échange de l'abandon de la revendication historique de la juridiction sur l'ensemble de l'Irlande. La participation du Sinn Féin signifiera un cessez-le-feu de l'IRA et bientôt la reddition des armes. S'ils n'y participent pas l'accord se fera par dessus leurs têtes. L'isolement politique pourrait conduire à de graves défaites militaires. Mais les talents de négociateur de Major ne peuvent cacher la faiblesse de sa position. Lors des précédentes crises de la décolonisation, la classe dominante britannique a été capable d'imposer une solution même par le sacrifice d'une fraction de sa propre classe au profit de ses intérêts généraux. Major est incapable de faire cela en Irlande sans diviser le Parti Conservateur du haut en bas. D'où sa dépendance vis-à-vis des 11 membres du Parti unioniste d'Ulster au Parlement britannique.

Major est encore moins capable que ses prédécesseurs d'unifier le parti derrière ses principaux projets. En 1985 Margaret Thatcher, contre ses instincts unionistes, avait signé l'accord Anglo-irlandais, parce qu'elle admettait qu'il fallait impliquer le gouvernement de Dublin pour bloquer l'ascension du Sinn Féin. A part la majorité beaucoup plus étroite de Major au Parlement, il est notoire qu'environ vingt députés conservateurs sont des unionistes durs qui suivent sur l'Irlande du Nord au moins autant la ligne du leader du Parti Unioniste d'Ulster David Trimble que celle de Major. La défaite électorale que les Conservateurs semblent certains de connaître avant la mi-



1997 amènera probablement une irruption de violence et d'intrigues internes dans le Parti Conservateur et Unioniste sans précédent depuis la fin du 19^e siècle. L'éclatement reflète des divisions fondamentales dans la classe dominante britannique à propos de ses intérêts stratégiques à long terme. Résident-ils dans une intégration accentuée dans l'Union européenne ou dans la continuation des liens transatlantiques avec les USA ? En général le grand capital préfère l'intégration européenne, alors



que le capital national moyen est contre. Le problème est que les thatchériens qui ont dirigé le Parti Conservateur pendant 20 ans et qui le dominant maintenant sont violemment contre l'Union Européenne. Un petit groupe parmi eux est prêt à risquer la défaite du gouvernement pour s'opposer à l'intégration européenne.

LES DIFFICULTÉS PARLEMENTAIRES DE MAJOR jettent aussi une lumière intéressante sur les divisions de la classe dominante dans son ensemble à propos de la question irlandaise. Dans un monde post-guerre froide ils ont un intérêt stratégique moindre pour l'Irlande. Dans l'interview à Die Zeit citée précédemment, Mayhew se plaignait du coût financier : « 3 milliards de livres pour 1,5 millions de personnes ». Personne ne peut croire un seul instant que les Britanniques souhaitent continuer à payer de telles sommes, année après année, seulement pour protéger les « droits démocratiques » des unionistes.

Bien que les Britanniques n'aient guère d'intérêt stratégique ou économique pour rester dans une partie de l'Irlande, ils ont un intérêt politique à vaincre le républicanisme irlandais à cause de la menace qu'il a représenté historiquement et qu'il continue à représenter pour leur domination en Irlande. En ce sens Sinn Féin et l'IRA ne pourront jamais faire assez de concessions: ils doivent être éradiqués sans aucune chance de renaissance. Ce désir est partagé par la classe dominante de Dublin, qui a subi de nombreux chocs en retour de la guerre au Nord. Le plus récent, au début des années 80 a vu la montée du Sinn Féin après les grèves de la faim, menacer dangereusement de se combiner avec la crise économique

pour déstabiliser l'État du Sud. Bien sûr une terreur de la dimension nécessaire pour éliminer le républicanisme n'est pas politiquement possible si près de chez soi. D'où la variante profil-bas : « tirer pour tuer » et l'utilisation des gangs terroristes loyalistes. L'abandon décisif de cette tactique se situe en 1985 avec l'accord Anglo-irlandais. Les conservateurs sous Thatcher qui avaient jusqu'alors refusé toute entorse à la « souveraineté » britannique sur le Nord de l'Irlande, sont arrivés à l'opinion que, puisqu'il n'était pas possible de vaincre militairement l'IRA, il fallait obtenir l'appui du Gouvernement de Dublin pour l'isoler politiquement.

L'une des scènes les plus étranges de l'histoire récente de l'Irlande a vu les Britanniques édifier des forteresses militaires massives le long de la frontière entre le Nord et le Sud au moment où le marché Unique démantelait les barrières commerciales. Au moment même où les frontières s'ouvraient économiquement les Britanniques les fermaient militairement.

La paralysie politique concerne non seulement l'Irlande mais aussi d'autres questions nationales à l'intérieur de l'État britannique. Si Major concède le principe du gouvernement local en Irlande du Nord il peut difficilement le refuser en Ecosse. Le Parti travailliste est favorable à un Parlement écossais parce qu'il pense qu'il sauvera l'union en décapitant le Parti national écossais pro-indépendance. Il est fort probable que le contraire se produira, quand la bourgeoisie écossaise décidera de lier son sort à un capitalisme européen dynamique plutôt que de rester liée à un capitalisme britannique déclinant.

La vérité est que, malgré les prétentions de Margaret Thatcher de redonner sa « grandeur » à la Grande-Bretagne, son règne de 10 ans a surtout géré le déclin et l'abandon des prétentions de l'Empire. L'euphorie qui a suivi la guerre des Malouines, le siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, la « relation spéciale » avec les USA et la dissuasion nucléaire parrainée par les Américains, ne peuvent dissimuler son déclin économique sur une longue période. Le problème était et demeure de trouver un rôle politique et militaire conforme à un statut moins élevé dans le monde.

Il est improbable que la classe dominante britannique se divise sérieusement à propos de l'Irlande. Les lignes de fracture concerneront plus probablement la relation à l'Europe et aux USA. Cependant il n'est pas impossible que la question irlandaise prenne plus d'ampleur dans les horizons raccourcis de la Grande-Bretagne post-impériale, ne serait-ce que comme détonateur des tensions explosives accumulées dans l'État britannique depuis les années 70.

La défaite militaire serait impensable : la sécurité des intérêts britanniques à l'étranger repose sur la puissance militaire supposée de l'État britannique. Tout ce qui affaiblirait cette réputation, même dans une

colonie mineure comme le Nord de l'Irlande, serait très dangereux. Lors de la décolonisation de l'après-guerre, le Parti travailliste, avec l'aide des USA, voulait faire ce que les Conservateurs étaient incapables de faire, se retirer.

LE « NOUVEAU » TRAVAILLISME de Blair semble totalement incapable de formuler de nouvelles options pour la classe dominante. Il y a eu très peu de critiques de la position de Blair au sein du Parti travailliste. Kevin MacNamara, le précédent ministre « fantôme » de l'Irlande du Nord, a critiqué le soutien de Blair au projet de Major d'organiser des élections le 30 mai. Le successeur de MacNamara, Mo Mowlam, a soigneusement cultivé les unionistes et critique rarement les Conservateurs. En fait, l'une des principales objections de MacNamara était que les unionistes avaient obtenu tellement de garanties de la part du Labour qu'ils pouvaient durcir le ton vis-à-vis de Major et des Conservateurs sur des sujets comme de laisser le Sinn Féin participer aux négociations. Le président du Groupe pour une Campagne socialiste au Parlement, John Austin Walker, a assisté à la dernière assemblée annuelle du Sinn Féin à Dublin et y a parlé à titre personnel. Près de 30 députés travaillistes ont voté contre le renouvellement de l'Acte pour la prévention du terrorisme, contre les consignes de la direction. Les mêmes se sont opposés à une loi passée précipitamment au Parlement par les Conservateurs, qui permet à la police de boucler un quartier et de fouiller les passants sans avoir à fournir un motif raisonnable. Le ministre de l'intérieur « fantôme », Jack Straw, a promis le soutien des travaillistes uniquement sur la base de rapports des services secrets, renforçant ainsi son image droitière et populiste.

L'unité par consentement, qui était la position officielle du parti depuis le milieu des années 80, a été abandonnée en pratique quand Blair et Mowlam parlent de créer une « égalité des conditions » pour les négociations entre les unionistes et les nationalistes.

L'État britannique est miné de l'intérieur tandis que les crises politique et économique s'entremêlent. La classe dominante britannique est incapable d'imposer une solution sur l'Irlande, tout comme de trouver une issue aux problèmes qui surgissent de tous côtés. Le Labour n'est pas plus capable que les Conservateurs d'imposer une solution — même avec l'assistance de la classe dominante de Dublin. Il en est peut-être encore moins capable, alors que les Conservateurs vont « rallier le drapeau » dans un effort désespéré pour gagner les prochaines élections générales, et qu'une tendance pour la « petite Angleterre » s'affirme dans la droite conservatrice. La seule certitude est que le nouvel « accord » s'orientera dans la direction des tentatives précédentes : le long combat entre les républicains irlandais et l'impérialisme britannique va continuer.



Algérie

Le dialogue reprend, la crise continue

Depuis le 6 avril 1996, le président Zeroual a entamé une série de contacts avec des personnalités et des partis pour discuter des futures échéances politiques, presque 6 mois après sa triomphale élection aux présidentielles. Cette fois-ci, il s'agit de discuter des législatives et des conditions de relance d'une nouvelle période qui consacrerait le retour à une vie politique « normalisée ».

*Par Réda Mohamed
Alger, avril 1996*

LA LISTE DES PERSONNALITÉS ET DES PARTIS invités au dialogue, au delà du fait qu'elle était sélective — elle ne concerne que les partis qui ont participé aux élections présidentielles, ceux membres du Conseil national de transition (CNT, Assemblée nationale désignée) et ceux de l'opposition regroupée à Saint Egidio sans le Front du salut islamique (FIS) ni le Parti des travailleurs (PT) — a fait grincer les dents car Zeroual a ratissé large au niveau des personnalités, en invitant les anciens du Conseil national de la révolution (CNR, mis en place par Boumadienne en 1965), tous les ex-premiers ministres et ex-présidents de l'Assemblée nationale, y compris Benalia qu'on n'avait plus revu depuis le coup d'État de 1965. Bref, il y avait plus de monde que d'habitude mais prédominaient ceux qui avaient participé à l'effondrement politique et économique de ce pays. C'est donc avec des vieux et du vieux que Zeroual compte résoudre la crise : avec ceux qui ont brisé l'Autogestion de 1963, qui ont bureaucratisé et fait échouer la réforme agraire de 1972, avec ceux qui ont perpétué l'Etat-FLN, avec tous ceux qui ont permis à une bureaucratie militaro-administrative de s'embourgeoiser au maximum aux frais de l'État. Cette démarche traduit bien la volonté d'un pouvoir de ne pas se renouveler, de « tourner » avec les mêmes, d'instrumentaliser les partis au lieu de les associer — Saadi du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) reconnaît aujourd'hui, dans son ouvrage qui vient de sortir en France, s'être fait piéger. Et surtout de donner une façade démocratique à sa dictature, plus que jamais autoritaire.

L'objectif de ce dialogue semble être, pour Zeroual et l'armée bien sûr, d'obtenir un consensus autour de plusieurs propositions : révision de la constitution en s'appuyant sur un référendum, préparation d'une conférence nationale qui se conclurait par un manifeste consensuel entre les partis et le pouvoir, révision du Code électoral et du mode d'élection (l'option est à la proportionnelle intégrale, longtemps revendiquée par le Parti socialiste des travailleurs PST et le PT ...)

et réunion de ceux qui sont pour des élections législatives au 1^{er} semestre 1997.

Au delà du fait que, dans ce dialogue, chacun ira avec son petit chantage, il est évident que rien de très important ne perturbera ce scénario. La victoire du 16 novembre et le « mieux » au niveau sécuritaire sont des atouts sur lesquels Zeroual joue au maximum. Il a poussé le Front de libération nationale (FLN) de Mehri, englué dans les accords de Saint Egidio, à de meilleurs sentiments, grâce à l'éviction de Mehri. Il a amené le FFS à rectifier sa ligne en acceptant le dialogue pour éviter d'être exclu du champ politique circonscrit par le pouvoir. Il a fait admettre l'exclusion, provisoire, du FIS de tout dialogue avec ses partenaires de Saint Egidio. Il a, en plus, relativisé au maximum le poids du RCD et de Hamas comme partis privilégiés du pouvoir, de par leur participation aux présidentielles.

Si Zeroual a les mains libres pour négocier les législatives et les changements de constitution, les généraux seront toujours là pour rectifier ses initiatives quand elles mettent en cause la statu quo et les intérêts de l'armée.

FONDAMENTALEMENT, LE POUVOIR TENTE DE donner une base « démocratique » à sa dictature. Le retour à la paix civile par la voie militaire est le moyen par lequel l'armée tente de reconquérir une légitimité. Elle en a besoin pour imposer son scénario « démocratique ». La victoire de Zeroual a confirmé que la population algérienne ne voyait pas d'issue politique sans l'armée. De ce point de vue, la dictature se trouve, quelque part, profondément légitimée mais en même temps, elle s'oppose aux revendications du peuple. C'est là le dilemme tragique des généraux algériens et de Zeroual. Ils ne peuvent se contenter d'une réponse autoritaire et répressive car cela ne ferait que provoquer l'explosion du mécontentement, les frustrations et les incertitudes que les Algériens sont obligés de contenir, en raison du contexte sécu-

ritaire les dirigeants ont besoin d'une certaine régulation politique pour atténuer cette accumulation de violence sociale et de grogne exacerbée, pour le moment comprimées. Il faut une « réouverture démocratique » où le retour aux échéances électorales et la multiplication des institutions consultatives dans divers domaines (tripartite, CNES, Conseil supérieur de l'éducation...) doivent permettre de canaliser les forces d'opposition et de protestation (syndicats, partis, association) en forces de propositions, impliquées formellement dans le choix du pouvoir mais sans peser réellement sur les rapports de forces en son sein (et en particulier dans l'armée). Cela ne se fera pas sans difficultés.

BEAUCOUP D'INCERTITUDES VONT PLANER sur la situation politique jusqu'aux législatives. D'abord le terrorisme islamiste affaibli n'est pas fini. Les attentats, les accrochages avec l'armée et les arrestations continuent. Les coups d'éclats ont diminué, mais la liste des morts, assassinés, torturés ou abattus continue à s'allonger. Depuis le 16 novembre 1995, le climat sécuritaire tend à se dégrader et ceci crée le doute sur l'efficacité de l'armée et de Zeroual pour en finir avec l'intégrisme armé. Ensuite, l'onde islamiste n'est pas finie et des franges importantes de la population reste sensibles à l'alternative FIS que les présidentielles ont traduit par 25 % à Hamas, version plus soft de l'islamisme. Les tractations et les manœuvres continuent pour tenter de mettre en forme un FIS populaire « normalisé », détaché de toute logique guerilliste et subversive et capable de capter les protestations du mouvement social et de les contenir dans le jeu politico-moral que le pouvoir aura défini. Cependant, les incertitudes viendront des partis qui ont boycotté les présidentielles ou de Hamas et du RCD qui ont obtenu des scores électoraux non négligeables. Tous ces partis, pour des raisons différentes, peuvent fausser les calculs de Zeroual. Il y a peu de chances qu'ils se coalisent contre lui. Les ambitions personnelles de leurs dirigeants sont telles que toute tentative de rapprochement ou de cristallisation d'un pôle démocratique semblent faibles. Le FLN n'a plus intérêt à trop se démarquer du pouvoir. Hamas a intérêt à préserver son identité islamiste pour puiser dans l'influence du FIS. Le FFS et le RCD multiplient les gestes de réalisme envers Zeroual et se font une guerre qui augure mal de leur conception de la

démocratie. Ce ne sont pas leurs forces mais les calculs de Zeroual et l'armée qui vont définir les conditions d'intégration de ces partis dans le système politique « démocratique » qui se met en place. Les rapports de forces électoraux peuvent peser dans l'avenir à condition que les législatives puissent se dérouler dans des conditions politiques favorables aux partis.

Le vrai arbitrage de cette situation ne viendra pas seulement des tractations entre Zeroual et les partis. Il sera aussi fonction du mouvement social, de l'activisme des syndicats et de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) en particulier et surtout du seuil limite que les travailleurs, les fonctionnaires, les jeunes et toutes les couches de la société qui subissent trop fortement la pauvreté générée par l'ajustement structurel, ne pourront plus supporter.

Le gouvernement d'Ouyahya s'acharne à combler le déficit budgétaire en pompant les revenus des salariés par des ponctions directes et par de nouveaux prélèvements obligatoires, en plus d'une augmentation du prix des carburants, des cigarettes, des boissons alcoolisées, etc. Cet acharnement est une véritable provocation envers la société, en particulier les couches moyennes et les classes populaires.

L'UGTA QUI CULTIVE LE CHAUD et le froid, a réussi une grève générale de deux jours pour protester contre les mesures d'Ouyahya mais s'associe, en même temps, à la Tripartite, au Consensus « libéral ». Des grèves partielles se développent dans plusieurs secteurs. Les cheminots ont débrayé au niveau national — les universitaires de la région Ouest ont fait grève pendant trois jours. Plusieurs entreprises sont en grève depuis des mois pour des salaires non payés ou tout simplement pour empêcher la fermeture d'usines ou leur privatisation. Les travailleurs de l'Enseignement supérieur ont engagé une épreuve de force pour non-respect des promesses du ministre de leur secteur. Bref, le climat social se tend mais les perspectives d'une explosion ouvrière organisée restent peu probables à cause de la faiblesse organisationnelle du mouvement syndical et du « réalisme » opportuniste de l'UGTA.

Le printemps et l'été risquent d'être chauds si aucune éclaircie sur le plan social et économique ne vient atténuer l'effondrement du pouvoir d'achat des classes populaires.



12 octobre 1994, explosion d'une voiture aux portes de l'université d'Alger.

Banque mondiale/FMI/Organisation Mondiale du Commerce : ça suffit !

L'AMÉRIQUE LATINE RÉAPPARAÎT en pointe dans la lutte contre la dette et les plans d'ajustement structurel. Silence discret dans les médias! Heureusement l'information circule dans nos réseaux.

Nous avons reçu, par la Suisse, une déclaration émanant de la fédération des enseignants de Bolivie. Celle-ci attend au niveau mondial des manifestations de solidarité internationale avec le peuple bolivien qui lutte contre les mesures du FMI et de la Banque mondiale. Les travailleurs boliviens sont en grève générale pour les objectifs suivants : rejet de la privatisation des gisements pétroliers boliviens, rejet de la privatisation du système de la sécurité sociale, les terres aux paysans, rejet de la réforme éducative de la Banque mondiale qui détruit l'école publique et gratuite, etc.

Le leader de la Centrale Ouvrière Bolivienne déclare que les syndicats maintiendront leur demande d'augmentation de 200 % du salaire minimum actuel qui équivaut à 40 dollars par mois, alors que les autorités proposent seulement 8 % d'augmentation.

A la tête du mouvement, les ouvriers du pétrole et les enseignants. Des accrochages violents se sont produits avec les forces de l'ordre et ont causé la mort de deux personnes. Nombreuses détentions, grèves de la faim, auto-crucifixions, telle est la réalité de la Bolivie aujourd'hui ...

La privatisation de la ligne aérienne Lab, des entreprises de chemin de fer, d'électricité et des télécommunications avait déjà causé une grande agitation sociale.

Vous pouvez réagir en écrivant au président de la République de Bolivie, Gonzalo Sanchez de Lozada, Palacio Quemado, Plaza Murillo, La Paz. Vous rejoindrez ainsi les 73,8 % de Boliviens qui désapprouvent la gestion de Sanchez de Lozada, selon l'enquête de l'Université Catholique Bolivienne.

EN ARGENTINE, SE MET EN PLACE pour le mois de juillet, un tribunal public sur la dette extérieure du pays. Des forums provinciaux se réuniront en forum national le 11 mai. On y fera connaître les noms des principaux responsables de l'endettement qui seront appelés à comparaître ainsi que les témoins qui déposeront. L'objectif est de procéder à un jugement public de tous les actes et de toutes les politiques qui ont lésé l'intérêt national et violé les droits humains ou constitutionnels.

Alejandro Olmos, qui a écrit « *Todo lo que usted quiso saber sobre LA DEUDA EXTERNA y siempre se lo ocultaron* » se retrouve parmi le grand nombre de personnalités engageant les mouvements politiques et syndicaux qui sont à cette initiative.

DU COTÉ DE L'AFRIQUE, le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde s'est rendu au Sénégal : conférence à Dakar, séminaire de travail au Forum Tiers Monde, visite à la librairie ClairAfrique qui écoule les dossiers du CADTM « comme des petits pains »... A Faoune, en Casamance, la

discussion s'est menée avec les responsables du village et du Colufifa (Comité de lutte pour la fin de la faim). A Kaolack, le CADTM a pris contact avec un groupe de théâtre-action animé par un collectif de femmes. Un de leurs spectacles met en scène, de manière très claire, radicale et mobilisatrice, les conséquences des plans d'ajustement structurel. Ce groupe sera invité en Belgique et le spectacle servira de support aux animations du CADTM.

Nous avons reçu deux lettres du Bénin, proposant chacune la création d'un comité de relais à l'Appel Mondial et, d'une manière générale, aux campagnes du CADTM. L'information circule!

EN ALGÉRIE, l'Association pour l'Initiative à la résistance sociale (AIRS) poursuit son action. Ce comité a fortement réagi lorsque Michel Camdessus, président du FMI, a déclaré que, pour l'Algérie, tout allait bien ! Des membres de ce comité participeront à Lyon au contre-sommet des Autres Voix de la Plante.

EN BELGIQUE aussi, on s'organise pour ce rendez-vous. Une réunion de préparation a rassemblé des représentants des grandes coordinations d'ONG et de mouvements associatifs contre le racisme, les exclusions sociales, etc. Trois axes de travail : l'organisation de conférences unitaires dans la plupart des grandes villes aux mois de mai et juin, la mobilisation pour Lyon même (des cars sont déjà prévus), le travail en dernière ligne droite pour l'Appel Mondial.

Apparemment, maintenant que l'échéance se rapproche, beaucoup en mettent un coup pour diffuser l'Appel. Nous recevons des signatures de Suisse, du Sénégal (suites à la conférence), de France, d'Allemagne, ... et nous sommes en train de mijoter la manière dont nous exploiterons l'Appel à Lyon !

AU NIVEAU DES PUBLICATIONS, nous sommes heureux d'avoir reçu les félicitations de Noam Chomsky après l'envoi du dossier en anglais (1). Une cinquantaine d'exemplaires sont commandés en Afrique du Sud. Ce dossier servira de base aux travaux d'un vaste rassemblement de syndicalistes de l'Ile Maurice, fin avril 1996.

1) IMF/World Bank/WTO : The Free Market Fiasco , Notebooks for Study and Research, N 24/25, 1995, disponible à la Librairie La Brèche, 9, rue de Tunis. Paris, 75011.

Le texte de l'Appel peut toujours être demandé au siège du CADTM, 29, rue Plantin, B-1070 Bruxelles Tel. (32-2) 523.40.23 Fax: (32-2) 522 61 27

La gauche en plein débat

De toute évidence, la gauche française vient d'entrer dans une phase complexe de débats et de reclassements en chaîne. La social-démocratie, à laquelle les scrutins partiels dominicaux profitent de plus en plus souvent, se trouve engagée dans une réflexion programmatique qu'elle ponctue d'initiatives de confrontation avec d'autres composantes de la gauche. Quant au Parti communiste, il achève à peine une tournée de plusieurs centaines de « forums pour inventer un nouvel avenir », auxquels la LCR fut invitée et qui culmina avec un rassemblement de dix mille personnes, à Paris, le 2 avril, en présence des porte-parole nationaux du PCF, du PS, du Mouvement des citoyens (scission du PS à la suite de la guerre du Golfe et de la signature du traité de Maastricht), des Verts et d'Alain Krivine.

Christian Picquet
Paris, avril 1996

LA PROXIMITÉ DES ÉLECTIONS DE 1998 explique incontestablement cette réactivation d'une gauche sortie exsangue des quatorze années de mitterrandisme. La victoire de la droite aux législatives de 1993, puis celle de Jacques Chirac à la présidentielle de 1995, ont révélé les divisions et les faiblesses du camp réactionnaire. Au point que l'usure de l'équipe au pouvoir laisse envisager un retour de la gauche aux leviers de commande, encore que le chemin reste long et escarpé qui mène aux urnes. A quoi s'ajoutent, bien sûr, les retombées du mouvement social de novembre et décembre derniers.

Bien qu'elles aient été privées de débouché politique, du fait des dérobades et de l'incurie des partis traditionnels du mouvement ouvrier, grèves et manifestations de 1995 ont sonné le glas du libéralisme triomphant, mis en accusation les conséquences sociales de la construction maastrichtienne de l'Europe et révélé la résistance du corps social à l'austérité. Par leur fonctionnement démocratique, elles ont transformé le climat dans le monde du travail, favorisant notamment une multitude de rencontres unitaires, entre salariés à la base et entre secteurs en lutte. Même si cette lame de fond ne put trouver le chemin d'une grève générale, l'aspiration des travailleurs s'exprime, à présent, avec vigueur dans les élections professionnelles. Les grands appareils de la gauche doivent en tenir compte. A preuve, sous la houlette de son nouveau premier secrétaire, Lionel Jospin, le Parti socialiste a commencé à prendre quelque distance avec les impasses du traité de Maastricht. Sans remettre en cause la monnaie unique ni le calendrier de passage à l'Union économique et monétaire, il exige, par exemple des partenaires européens de la France, des « preuves sociales » au nombre desquelles figurent l'adoption d'une Charte sociale, la mise en œuvre d'un « salaire minimum européen garanti » et la constitution d'un « gouvernement économique européen ». L'exercice d'équilibre n'a cependant pas résisté à la secousse de décembre, ce qui s'est traduit dans l'approbation, par une majorité de militants consultés lors d'une récente convention du parti sur « la mondialisation, l'Europe, la France », de

l'amendement d'un petit courant de gauche, la Gauche socialiste. Cet amendement est des plus significatifs puisqu'il se prononce pour la remise en cause des critères de convergence de Maastricht et qu'il fut voté par 18148 adhérents contre 16 877. Les calculs en vigueur au sein du PS prenant en compte les abstentions, ce vote n'est néanmoins pas considéré comme majoritaire et il ne modifiera donc pas la position traditionnellement pro-maastrichtienne de la direction. L'avertissement n'en est pas moins décisif : c'est la première fois qu'un tel rejet s'exprime dans une formation qui s'est toujours voulue le fer de lance de l'Europe, y compris dans sa version libérale.

Mais c'est au sein du Parti communiste que les contradictions se révèlent les plus vives. La candidature de Robert Hue à l'élection présidentielle n'avait bénéficié que d'une faible dynamique, immédiatement suivie, aux élections municipales de juin 1995, de la perte de plusieurs villes dirigées de longue date par les communistes. La mobilisation de décembre ne modifia en rien cette tendance confirmée au déclin. Bien que ses militants y aient pris une part active, le PCF se refusa à mettre en cause le gouvernement Juppé, démontrant par là qu'il n'était pas en mesure d'offrir une perspective politique crédible à la radicalisation sociale.

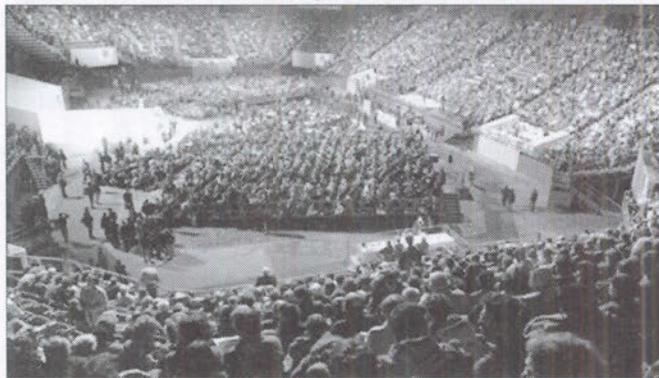
SOUS LA HOULETTE DU NOUVEAU secrétaire national, Robert Hue, le PC se révèle en butte à une profonde crise stratégique. L'Union de la gauche des années 70 et 80 ne profita qu'à la social-démocratie. L'effondrement du système stalinien le priva ultérieurement de ses référents internationaux qui avaient tant contribué à asseoir sa domination sur le mouvement ouvrier français. Enregistraient simultanément une érosion régulière de sa base électorale, sans pour autant trouver le chemin des couches nouvelles du salariat ou de la jeunesse, il voit donc pratiquement bouchées toutes les issues à sa crise.

Un processus de social-démocratisation, analogue à celui qui caractérise l'évolution de l'ex-Parti communiste italien, conduirait à la perte de toute identité face à un PS qui reste la composante dominante de la gauche. Son appareil s'est, en outre, toujours montré hostile à tout processus de refondation

d'un projet visant à échapper à la double faillite du modèle social-démocrate et du stalinisme. Dans ces conditions, ce parti aborde bel et bien une nouvelle étape de sa crise.

Pour de banales raisons de survie, la direction doit, d'une part, contenir sa crise d'identité et occuper un espace la distinguant nettement du PS. Mais il lui faut, d'autre part, conjurer le risque d'un nouveau recul électoral qui pourrait menacer, cette fois, l'existence de son groupe parlementaire. Ce qui la contraint à sortir de l'immobilisme qui prévalait depuis des années, sous l'égide de Georges Marchais, et à renouer le dialogue avec le PS. Rechercher, dans ce cadre, l'accord avec la social-démocratie en vue des prochaines élections n'est cependant pas une tâche aisée pour Robert Hue. Il doit, en effet, pour y parvenir, convaincre une base formée à l'affirmation sectaire depuis des lustres et éviter de se retrouver dans la configuration déséquilibrée que produirait un tête-à-tête avec son partenaire socialiste. D'où le discours officiel du moment, qui consiste à se défendre de vouloir reconstituer l'Union de la gauche d'antan et à prétendre en appeler « aux gens » pour faire émerger une nouvelle construction politique. D'où aussi les propositions de discussions à gauche, notamment à travers les forums.

SUR FOND DE DÉSORIENTATION DES MILITANTS, l'ouverture d'une telle formation à un débat public menace son appareil d'un ébranlement en profondeur. Jusqu'à présent, celui-ci avait su résister à l'onde de choc de la disparition de l'URSS, alors que les équipes municipales et la CGT se trouvaient durement secouées. Il pourrait à son tour connaître une véritable balkanisation interne et l'enclenchement d'âpres batailles publiques de fractions pour contrôler les fédérations et autres rouages de la machine communiste.



Les forums des deux mois écoulés fournissent de nombreuses indications en ce sens. Ainsi, si les représentants officiels du parti évitèrent le plus souvent de s'en prendre trop brutalement aux socialistes, les salles ne s'en privèrent pas. Depuis les tribunes, on se contentait d'exalter le pluralisme, on développait l'idée que la méthode de discussion devait prévaloir sur les contenus ; mais, dans le public, on s'en prenait vertement au bilan des deux septennats passés ou au refus du PS de s'en prendre réellement à « l'argent-roi ». De même, les clivages parcourant la direction ne tardèrent pas à s'exprimer, perceptibles dans le boycott des forums par certaines fédérations comme au travers des propos de certains dirigeants. A Lille, par exemple, Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale et membre du bureau national, n'hésita pas à déclarer qu'il ne serait pas d'un gouvernement qui conduirait une politique favorable à la monnaie unique. Une flèche qui ne visait pas uniquement ses interlocuteurs socialistes.

Dans la foulée, une opposition néostalinienne vient de se structurer autour d'un texte public fort de trois cents signatures. Rédigé dans le style inimitable des années trente, il abonde de références à l'anticapitalisme et à la lutte des classes. Mais c'est un court paragraphe qui en donne tout le sens : « Les défaites subies par les partis communistes ne doivent pas conduire à jeter l'enfant de la révolution d'Octobre avec l'eau sale des déformations, des scléroses et des abandons. Nous avons besoin d'une autocritique communiste et non d'une autoflagellation consensuelle plongeant les masses dans le désarroi. » Parmi les signataires on trouve Rémi Auchédé, membre du comité national et député du Pas-de-Calais - sa fédération était entrée en opposition dès le XXVIII^e Congrès —, mais aussi quelques figures du PCF, comme le journaliste Henri Alleg, torturé par les parachutistes durant la guerre d'Algérie. Cet appel n'aura probablement d'autre effet que d'obliger toutes les composantes de l'état-major du PCF à se positionner : les partisans de Robert Hue comme ses opposants, Georges Marchais en tête, qui n'ont pas encore ouvert publiquement les hostilités.

POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES, LE CHANGEMENT de climat à gauche ouvre des possibilités nouvelles et inédites de dialogue, de confrontation. Au forum de Paris, le 2 avril, Alain Krivine se tailla ainsi un succès, souligné par toute la presse, en exhortant l'assistance à ne pas renoncer à l'objectif d'un changement radical. Preuve qu'entre les militants du PCF et la LCR, un mur s'est définitivement écroulé. Ce qui représente une modification majeure du paysage politique si l'on veut bien considérer l'influence conservée par le Parti communiste dans de secteurs radicalisés du mouvement ouvrier et de l'obstacle qu'il a toujours représenté pour une effective recomposition à gauche.

Face aux tentatives de reconstituer, demain, une Union de la gauche qui ne serait, vu l'extrême veulerie des propositions socialistes, qu'un accord au rabais, la section française de la Quatrième Internationale entend proposer une autre perspective. Profitant du fait qu'elle se trouve directement associée aux discussions qui traversent la gauche, elle s'adresse à l'ensemble de cette dernière, de même qu'aux militants syndicaux ou associatifs porteurs des réorganisations prometteuses du mouvement social. Il ne s'agit pas de rassembler coûte que coûte toutes ces composantes, mais d'ouvrir un débat sans exclusives sur le contenu de l'alternative à bâtir face à la droite. Sur les bases des grandes exigences du mouvement social de l'hiver dernier, elle appelle donc à dégager les axes d'un programme de rupture avec le désordre libéral. Et, en réponse aux appels incantatoires et creux des dirigeants communistes aux « gens », elle propose la mise en place d'un vaste réseau de collectifs unitaires, qui auraient pour charge d'élaborer ladite plate-forme, d'en faire la charte commune de tous ceux qui s'en réclameraient, d'en contrôler ensuite l'application par celles et ceux qui la porteraient aux élections et dans les institutions. A travers la proposition d'une telle « Entente de l'espoir », elle entend montrer qu'il est possible de changer réellement les rapports de forces à gauche, d'ouvrir un horizon crédible face à la droite, de la battre électoralement en ne permettant pas que sa politique inspire ensuite l'action du gouvernement qui lui succéderait, comme ce fut le cas entre 1981 et 1993.



France

L'émergence de syndicats SUD La complexité du mouvement syndical français...

Inprecor a demandé à l'un des animateurs de SUD (Solidaires, Unitaires, Démocratiques), Christophe Aguiton, son point de vue sur l'émergence de ce nouveau syndicat.

Paris, avril 1996

LE POIDS QU'ONT PRIS, PENDANT LES GREVES de novembre et décembre 1995 des syndicats nouveaux et récemment créés, comme la FSU dans l'éducation nationale ou SUD aux PTT, a été noté par tous les observateurs.

Ils sont une composante de plus dans un mouvement syndical divisé.

La majorité de ce mouvement syndical s'est retrouvé au coude à coude dans les grèves de l'hiver dernier. Avec la CGT, première force militante du monde syndical, dont les dirigeants ont été très liés au parti communiste français. FO, aux forces militantes assez faibles, qui se réclame de la tradition social-démocrate, aussi anticommuniste qu'anticléricale, donc culturellement très éloignée de la CGT comme de la CFDT. Des syndicats indépendants comme SUD et la FSU, mais aussi le CRC Santé ou le SNUI (syndicat des impôts). Et enfin les structures de l'opposition de gauche dans la CFDT, en particulier les cheminots... De l'autre côté, chez les adversaires de la grève, on trouvait la direction de la CFDT, deuxième centrale du pays, d'origine chrétienne, très en phase avec les idées de mai 68 mais ayant connu un « recentrage » qui l'amène aujourd'hui à chercher à prendre à FO sa place d'interlocuteur privilégié du gouvernement et du patronat. A la CFDT se rajoutent deux petites confédérations, la CGC, ne regroupant que des cadres et la CFTC, centrale chrétienne, et quelques forces autonomes, comme la FEN, chez les enseignants, ayant exclu de ses rangs ses tendances de gauche qui ont créé la FSU.

Cet article ne vise pas à faire le bilan de l'ensemble du monde syndical, mais à mettre l'accent sur un phénomène

particulier : l'émergence des syndicats SUD. Un rappel, très utile pour comprendre la spécificité du mouvement syndical français : celui-ci a une influence importante chez les salariés — les mouvements de grève de novembre et décembre 1995 l'ont encore rappelé — mais il ne regroupe que peu de syndiqués. Moins de 10 % des salariés français sont aujourd'hui membre d'un syndicat, et ce chiffre continue à baisser, malgré la reprise de l'activité sociale, des grèves et des manifestations...

UNE CRÉATION, IL Y A PLUS DE 7 ANS, AUX PTT

SUD est né, à la Poste et à France Télécom, il y a un peu plus de 7 ans. A l'origine, une répression bureaucratique de la direction de la CFDT dirigé contre une partie très active de son aile gauche, les régions parisiennes CFDT-PTT et Santé. De cette répression sont nés deux nouveaux syndicats, SUD (Solidaires, Unitaires, Démocratiques) aux PTT et CRC (Coordonner, Rassembler, Construire) dans la santé. Plusieurs raisons expliquent cette éviction. D'abord, sur un plan général, la volonté de mettre un coup d'arrêt au développement de l'opposition dans la CFDT.

Aux PTT, s'y est rajoutée la préparation d'un accord entre le gouvernement et la CFDT pour changer le statut de La Poste et de France Télécom, accord qui aurait été fragilisé si la région parisienne CFDT-PTT était restée radicale et combative. Mais c'est surtout pour marquer une rupture face au développement des coordinations que la direction confédérale de la CFDT a évincé des syndicats entiers. Entre 1986 et 1988, les coordinations se développent en France. Elles sont un moyen de dépasser la division syndicale et de regrouper tous les gré-

vistes, syndiqués ou non. Elles permettent aussi la découverte, pour des milieux très faiblement syndiqués, de l'action collective de façon massive et unifiée : c'est le cas dans la grande grève des infirmières à l'automne 88. La CFDT santé est, dans la région parisienne, à l'avant garde de ces coordinations. La CFDT-PTT y participe également, lors d'une grève moins importante (celle des chauffeurs routiers de La Poste, là aussi à l'automne 88).

SUD-PTT se crée donc au tout début de l'année 1989, avec une implantation limitée à l'Ile-de-France : dans quelques villes, comme Nancy ou Lille des militants de l'opposition CFDT rejoignent les « parisiens », mais ils sont peu nombreux, une centaine d'adhérents alors que l'on peut estimer à 1 000 le nombre d'adhérents de la CFDT qui, à ce moment, font le choix de se lancer dans l'aventure consistant à créer un nouveau syndicat dans un milieu, les PTT (poste et télécommunications) où il y a plus de 500 000 salariés. Mais si les adhérents sont assez peu nombreux, l'essentiel des militants syndicaux se lancent sans hésiter dans la construction de SUD.

Trois mois plus tard, en mars 1989, les premières élections professionnelles nationales permettent à SUD PTT de se compter : près de 5 % des voix sur le plan national, soit plus de 20 000 électeurs, et des résultats impressionnants en Ile-de-France, allant jusqu'à 25 % dans les télécommunications de la ville de Paris.

Cela donne à SUD une légitimité nationale et des moyens syndicaux qui lui permettent de se lancer dans la construction d'un syndicalisme différent.

UNE PROGRESSION TRES FORTE AUX PTT

En 7 ans, la progression de SUD a été spectaculaire. Lors des dernières élections, fin octobre 1995, SUD a recueilli 14,5 % des suffrages à La Poste et 27 % à France Télécom, ce qui en fait le deuxième syndicat de cette entreprise derrière la CGT (32 %) et devant la CFDT (17 %) et FO (15 %).

Le nombre d'adhérents a connu une évolution similaire : SUD-PTT regroupe près de 9000 adhérents, dont plus de la moitié sont en province, SUD étant maintenant implanté dans toutes les régions de France.

Cette progression s'explique en bonne partie par des raisons spécifiques aux PTT. La Poste, comme France Télécom, sont des entreprises très centralisées, où les débats sont nationaux, où les agents commencent leur carrière à Paris avant de rejoindre leur ville d'origine. Un nouveau syndicat créé à Paris crée donc un appel d'air national, les adhérents de SUD en Ile-de-France développant le syndicat en province à l'occasion de leur mutation. En quelques années c'est l'ensemble des équipes syndicales de l'opposition CFDT qui rejoignent SUD. Plus largement, c'est toute une génération qui se retrouve à SUD-PTT : pendant les années 70, les recrutements ont été très importants, et des milliers de militants de gauche et surtout d'extrême gauche sont entrés aux PTT, si la plupart d'entre eux n'ont plus le même engagement

militant, ils ont des valeurs communes qu'ils retrouvent dans un syndicat comme SUD.

Dans la période récente, la Poste et surtout France Télécom ont subi des évolutions importantes qui ont permis aux salariés de juger de l'activité des différents syndicats : changement du statut des deux entreprises, introduction de la concurrence dans le monde des télécommunications, et enfin projet de privatisation de France Télécom. Lors des mobilisations qui ont marqué ces évolutions, SUD a joué un rôle notable. SUD et a été, à France Télécom, le syndicat qui, par sa lutte résolue contre la privatisation, a permis de réaliser une unité syndicale suffisamment forte pour faire reculer le gouvernement. Jusqu'à aujourd'hui tout du moins...

Les évolutions très rapide du monde des télécommunications, avec de profondes évolutions technologiques, l'introduction — dans le monde entier — de la concurrence accompagné d'une privatisation des entreprises nationales de télécommunications, ont bousculé des opérateurs où le personnel était très syndiqué. C'est une des explications de la montée, dans ce secteur, d'un syndicalisme radical, et cela dans beaucoup de pays. En France, la montée de SUD est le signe de cette radicalisation.



DES CAUSES PLUS GÉNÉRALES

La croissance de SUD renvoie aussi à des raisons plus générales. La première d'entre elle est la crise de la CFDT. Cette centrale a connu une rupture radicale au début des années 80, rupture qui l'a amené à être la centrale la plus droitiste du monde syndical français. Une centrale qui, dans les sondages, est plébiscitée par les patrons et les électeurs des partis politiques de droite.

En réaction à cette évolution, l'opposition de gauche s'est construite depuis maintenant près de 15 ans, opposition qui représente 25 à 35 % de la CFDT, qui est majoritaire dans quelques branches nationales et quelques régions et qui regroupe un réseau de militants expérimentés, ayant partagé une histoire commune.

Cette opposition, aux PTT, a représenté la base, le réseau initial, ayant permis de constituer SUD et ayant donné à ce nouveau syndicat les cadres expérimentés capables dans toutes les régions de France d'animer des luttes, de faire vivre des structures syndicales et de représenter le personnel face aux directions.

Mais SUD, presque dès le premier jour, a été un espoir pour des couches plus larges que les seuls secteurs qui se reconnaissent dans la CFDT. Sur le plan électoral, par exemple, SUD a dépassé très largement les scores de la CFDT : en Ile-de-France, SUD, à France Télécom représente 40 % du personnel et la CFDT moins de 10 % ; la CFDT d'avant la naissance de SUD atteignait à peine 30 % des suffrages !

Pour partie, cet élargissement électoral et militant renvoie à l'indépendance, à l'autonomie de SUD aux PTT. Dans les années 70, derrière l'Union de la gauche et la volonté de transformer la société, le mouvement syndical multipliait les réponses globales et les journées d'actions interprofession-

★ FRANCE

nelles que seules les confédérations pouvaient impulser. Les années 80 ont vu l'activité syndicale se réduire à l'entreprise, ou, au mieux, à la branche professionnelle, et les confédérations ont souvent été perçues comme des appareils lourds et uniquement bureaucratiques. Les syndicats autonomes sont souvent vus comme représentant mieux les intérêts du personnel.

Mais cette explication est insuffisante. Tous les syndicats autonomes ne connaissent pas de croissance aussi rapide que SUD, et aucun n'exerce, en dehors de son milieu professionnel, une telle force d'attraction. Face à des syndicats souvent sclérosés, aux pratiques très institutionnelles, SUD a représenté une rupture et une alternative.

Devant l'émergence des coordinations, les syndicats ont eu le plus souvent des réactions frileuses, défendant avant tout leurs prérogatives de syndicats « représentatifs ». SUD, à l'inverse, s'est adapté à ces nouvelles formes de luttes en acceptant totalement la démocratie du mouvement, celle des assemblées générales comme celle des coordinations.

Quand les chômeurs ont commencé à s'organiser, à se doter d'outils autonomes, tous les syndicats classiques ont eu une réaction de défense, rejetant, avec des arguments différents (la CGT en organisant son propre réseau de chômeurs, FO et la CFDT en refusant de les prendre réellement en charge...), l'existence d'un mouvement autonome, avec ses rythmes et ses revendications qui correspondent à une situation où le chômage de masse s'est stabilisé dans un pays comme la France. SUD, au contraire, avec d'autres syndicats indépendants, comme le CRC ou le SNUI, et l'opposition CFDT s'est lancé dans la construction d'un mouvement fédératif, AC !, où les syndicalistes et les organisations de chômeurs travaillent et agissent ensemble.

Même chose sur le terrain de la défense des droits des femmes où SUD a été un des premiers syndicats à s'investir dans des mobilisations comme la grande manifestation du 25 novembre 1995.

Ces pratiques différentes, sur le terrain professionnel, comme sur des questions plus générales, ont marqué une réelle rupture avec ce qui faisait l'activité quotidienne des grandes confédérations. Elles démontrent la possibilité de rénover en profondeur le syndicalisme.

DES SYNDICATS SIMILAIRES

Un des signes de la portée plus générale de l'expérience de SUD aux PTT, c'est la réussite de syndicats similaires à SUD.

Dans la santé, le CRC n'a pas connu une progression aussi spectaculaire : ce syndicat représente aujourd'hui moins de

5 % des salariés de la santé. Mais derrière le chiffre global, il faut voir la réalité concrète, région par région. Dans un milieu où le syndicalisme est d'abord un syndicalisme local, de proximité, le CRC a réussi une percée spectaculaire dans les départements de la région parisienne : il est aujourd'hui le premier syndicat dans deux d'entre eux et a recueilli près de 20 % des suffrages à l'Assistance Publique à Paris.

Dans le secteur aérien, en 1985, une section de gauche de la CFDT a été exclue à Air Inter, la compagnie des lignes aériennes intérieures. Aujourd'hui, le SNPIT en est le premier syndicat.

Dans la métallurgie, une section CFDT a été exclue dans une grande entreprise de la firme Thomson. Dans un site de près de 3000 salariés, le nouveau syndicat, Supper, représente aujourd'hui 60 % des salariés !



A une échelle beaucoup plus importante, et à partir d'une expérience syndicale très différente, l'exemple de la FSU renvoie, lui aussi, à cette exigence de rénovation du syndicalisme. La FSU regroupe des syndicats qui étaient déjà largement majoritaires, comme chez les enseignants du second degré (les professeurs de lycée), mais aussi des syndicats s'étant construits à partir d'équipes minoritaires, qui, comme chez les instituteurs d'écoles pri-

maires, ont du créer un syndicalisme neuf, avec une réussite inespérée !

Ces exemples ne permettent pas de théoriser sur une « voie royale » qui permettrait de renouveler totalement le syndicalisme en France. A ces exemples prometteurs, il faudrait ajouter les demi-réussites, donc les demi-échecs, les expériences moins concluantes.

Ils expliquent cependant l'attrance qu'a représenté, pour les équipes de la gauche de la CFDT, l'expérience de SUD.

LA CRÉATION DE NOUVEAUX SUD APRES LES GREVES DE NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1995

Les grèves de novembre et décembre ont représenté un traumatisme majeur pour l'opposition CFDT. Il ne s'agissait plus simplement de combattre l'orientation de la confédération. La CFDT s'est opposée frontalement, du premier au dernier jour, au plus important mouvement de grève qu'a connu le pays depuis mai 1968.

Pour des équipes luttes de classe qui s'étaient totalement investies dans le mouvement de grève, la question du maintien dans la CFDT s'est évidemment posé. La majorité des équipes de gauche ont privilégié, pour l'instant, le combat interne, en créant le courant et le journal « tous ensemble » qui regroupe tous les secteurs de la gauche CFDT. Cepen-

dant, certaines d'entre elles ont choisi de continuer leur combat syndical dans d'autres structures.

Ce fut d'abord le cas d'une partie des équipes de cheminots CFDT. Ceux-ci ont créé « SUD rail », qui s'est présenté aux dernières élections professionnelles fin mars 1996.

Les résultats sont comparables, voire supérieurs, à ceux de SUD PTT à ses débuts : 2000 adhérents, 5 % sur le plan national, et surtout des scores très importants là où SUD rail s'est présenté (jusqu'à 28 % dans une des régions). Tous ingrédients qui laissent augurer d'une progression importante dans les années qui viennent.

Après les équipes CFDT, c'est au tour d'autres équipes syndicales de se poser la question : dans l'éducation nationale, où une partie du SGEN, la fédération CFDT des enseignants, songe à créer un SUD éducation ; dans les finances, où plusieurs équipes sont en voie de créer des syndicats SUD ; dans des secteurs du privé, où des équipes, là aussi, veulent se lancer dans la construction de syndicats SUD.

Ce choix de créer des syndicats SUD s'explique aussi par le blocage du paysage syndical après les grèves de novembre et décembre 1995. Deux pôles syndicaux se sont nettement détachés : ceux qui combattaient la grève, autour de la CFDT, et ceux qui, au delà de leurs différences de pratiques ou d'analyses, défendaient les revendications des grévistes : la CGT, FO, la FSU, SUD, l'opposition CFDT. Beaucoup de militants caressaient l'espoir de voir ce pôle combatif continuer la lutte et commencer à se rapprocher pour s'opposer à l'éclatement du mouvement syndical français. La FSU, avec SUD le SNUI et l'opposition CFDT, ont beaucoup œuvré à ces tentatives de rapprochement.

Les résultats furent minces, parce que ni FO ni la CGT n'ont voulu s'engager dans cette voie. FO, parce que cette centrale est en perte de vitesse, prise en tenaille entre un réformisme « moderne » incarné par la CFDT, et des syndicats plus radicaux, comme la CGT, la FSU, SUD... FO a choisi — par prudence — d'en revenir à une politique d'isolement. La CGT

est dans une position différente, elle progresse lors des élections professionnelles, mais elle espère pouvoir continuer à progresser en jouant les premiers rôles, en privilégiant les alliances avec FO ou la CFDT, quand elles sont possibles, plutôt qu'avec des forces autonomes ou minoritaires.

UNE LIGNE D'ENSEMBLE

La création de syndicats SUD peut représenter un réel atout pour la rénovation du mouvement syndical français.

Ils ne peuvent cependant pas prétendre, à eux seuls, résoudre tous les problèmes qui se pose à lui.

Dans plusieurs secteurs professionnels, les syndicats SUD seront confrontés à d'autres syndicats indépendants combattifs : la FSU dans l'éducation nationale ou le SNUI dans le secteur des finances. Si l'origine différente (la CFDT pour ceux qui créent SUD) des équipes permet de comprendre la nécessité d'étapes dans les rapprochements, il serait absurde que ces syndicats ne travaillent pas ensemble, et, qu'à terme, ils ne cherchent pas à militer dans un cadre commun.

Dans de nombreux autres secteurs, l'existence d'équipes militantes de la CGT, combattives et unitaires pose le problème en des termes similaires.

Si on ajoute à ces cas ceux où les équipes oppositionnelles de la CFDT choisiront de rester dans cette centrale pour y mener un combat à long terme, on constate vite qu'il faut une ligne d'ensemble, une ligne de rassemblement plus large s'adressant à toutes les équipes syndicales qui veulent défendre les revendications, qui veulent être au côté des salariés.

Dans les années à venir, les militants syndicaux lutte de classe devront donc mener de front ces deux démarches : rénover le syndicalisme tout en le rassemblant !



« La lettre que je vous écris aujourd'hui, j'aurais dû vous l'écrire depuis longtemps déjà, le jour où les "Seize" furent massacrés dans les caves de la Loubianka sur l'ordre du "Père des Peuples". (...) J'ai derrière moi seize années de travail clandestin. (...) Il me reste assez de forces pour tout recommencer. Car il s'agit bien de "tout recommencer", de sauver le socialisme. (...) Pour que l'Union Soviétique et le mouvement ouvrier international tout entier ne succombent pas définitivement sous les coups de la contre-révolution ouverte et du fascisme, le mouvement ouvrier doit se débarrasser de ses Staline et du stalinisme. Ce mélange du pire des opportunistes — un opportuniste sans principes —, de sang et de mensonges menace d'empoisonner le monde entier et d'anéantir les restes du mouve-

ment ouvrier. (...) En avant vers de nouveaux combats pour le socialisme et la révolution prolétarienne ! Pour la construction de la IVe Internationale ! »

Ignace Reiss « Ludwig » dirigeait des réseaux d'espionnage soviétique en Europe occidentale. Rompant avec Staline, il envoyait cette

Ignace Reiss, vie et mort d'un révolutionnaire

lettre au CC du PCUS le 17 juillet 1937. Six semaines plus tard, il était assassiné par les agents de Staline.

A aucun instant Reiss n'envisagea de se livrer aux services de contre-espionnage impérialistes, qui lui auraient garanti des ponts d'or en échange de sa trahison. Mais Reiss n'était pas un traître. Militant internationaliste, c'est pour

réaliser cet idéal qu'il agissait au sein des services secrets soviétiques. Et s'il avait longtemps hésité, avant de rompre avec Moscou, c'est parce qu'il espérait encore que l'État soviétique pouvait être réformé. L'assassinat par les staliniens de la quasi-totalité de vieux bolcheviques, leur remplacement

par des arrivistes opportunistes, voire par des gardes blancs convertis au culte de Staline, l'avait convaincu que le pouvoir soviétique avait dégénéré et que les communistes le trouverait désormais en travers de leur chemin.

Un documentaire produit et réalisé par Daniel Künzi, militant internationaliste de Solidarités de Genève, tombe à point pour rappre-

ler ce fragment d'histoire. Kunzi présente la vie de Reiss, entre le bilan désastreux de la trahison social-démocrate au cours de la Grande guerre, l'espoir réveillé par la première victoire ouvrière en Octobre 1917, l'engagement communiste puis la fuite devant "les siens" lorsque, plus lucide qu'eux, il rompit avec les fossoyeurs d'Octobre. Et aussi sa mort, qui embarrassa la police suisse au point qu'encore cinquante ans après ce dossier était classé "secret" et n'a été ouvert, pour apparaître vide, qu'après la sortie du film.

J. Malewski

"Vie et mort d'un révolutionnaire" (VHS, 53 minutes) sera diffusé par la TV Suisse romande le 22 mai 1996. Pour commander une copie, écrivez à Daniel Künzi, 5 Rue Dancet, 1205 Genève, Suisse.

Turquie

L'accord militaire turco-israélien

Le récent accord militaire entre la Turquie et Israël risque de changer considérablement les équilibres au Moyen-Orient. Deux axes réactionnaires se sont ainsi constitués dans la région : l'axe turco-israélien, deux régimes pro-impérialistes (se dotant de façades démocratiques) et l'axe irano-syrien, deux régimes en froid avec l'impérialisme (mais dépourvus de la moindre façade démocratique). La confrontation entre ces deux axes se fait au détriment des peuples de la région et essentiellement des Kurdes et des Palestiniens, pris en otages par les uns et les autres.

Par Erdal Tan

Istanbul, 17 avril 1996.

CERTES, LE RAPPROCHEMENT TURCO-ISRAÉLIEN ne date pas d'hier et les deux pays ont toujours entretenu de bons rapports, qui avaient dû néanmoins rester discrets, car la Turquie (pays musulman) ne voulait pas se mettre à dos le monde arabe en se désolidarisant publiquement de la cause palestinienne. Mais après les accord entre Israël et l'OLP, le régime turc a jeté tout cache-sexe : les dirigeants turcs se sont précipités les uns après les autres en Israël, pour conclure une série d'accords économiques, politiques et enfin militaires, à la grande satisfaction des États-Unis qui avaient toujours rêvé de la concrétisation de cette alliance. Inutile de préciser qu'en revanche, ni Damas, ni Téhéran (les premiers visés) n'ont apprécié d'être pris ainsi en tenailles. Même l'Égypte (pourtant compromise jusqu'à la moelle dans la collaboration avec Israël) a fait connaître son mécontentement. Les accords turco-israéliens constituent donc un changement important de la politique de la Turquie au Moyen-Orient (dont elle préférerait jusqu'à maintenant se tenir à l'écart).

La première concrétisation de ces accords a été l'atterrissage d'une dizaine de chasseurs israéliens sur une base aérienne turque, située au Sud-Est, afin d'effectuer « un programme de vols d'entraînement et de formation », juste au moment où l'aviation israélienne bombardait les positions du Hezbollah et les populations civiles au Liban ! Contrairement aux usages, la Turquie n'a d'ailleurs pas condamné les raids israéliens, se contentant de regretter les pertes civiles, tout en réaffirmant le droit de « tout État à se défendre par tous les moyens contre le terrorisme, y compris au-delà de ses frontières ». Il est vrai que les autorités militaires turques avaient pris l'habitude, depuis une dizaine d'années, de faire des incursions en Irak du nord, contre les positions du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, organisation nationaliste qui mène une lutte de guérilla contre la Turquie). Il est clair, en effet, que ce rapprochement avec Israël (au détriment de la Syrie) est en partie lié à la lutte contre le PKK : son leader, Abdullah Öcalan (dit Apo), et son

état-major sont en effet installés à Damas et l'organisation dispose de camps dans la plaine de la Bekaa, sous contrôle syrien. Cette situation irrite au plus haut point l'État turc, qui a déjà fait de nombreuses démarches infructueuses auprès de Damas, pour qu'il cesse son soutien au PKK. A chaque fois, les dirigeants syriens se sont contentés de nier purement et simplement la présence du PKK sur leur territoire, avant de rappeler candidement à leurs interlocuteurs turcs qu'ils réclament de leur côté (en vain également) la conclusion d'un accord officiel sur le partage des eaux de l'Euphrate (Damas proteste contre la construction de barrages sur ce fleuve, du côté turc). Il semble qu'à Ankara, l'idée de « donner une bonne leçon à la Syrie » a fini par faire son chemin, surtout depuis que Damas a mobilisé la Ligue arabe contre la Turquie et son Projet du Sud-Est anatolien (le « projet GAP », complexe de barrages géants sur l'Euphrate, de centrales hydroélectrique ainsi que de canaux d'irrigation qui devraient quadrupler la production agricole dans la vallée d'Urfa). C'est donc dans ce cadre (entre autres) que s'inscrit l'accord avec Israël qui est « l'ennemi juré des Syriens ». Selon la presse turque, un ultimatum aurait récemment été adressé à la Syrie, la menaçant d'opérations militaires sur son territoire, si elle ne mettait pas fin immédiatement à tout soutien au PKK. Il semble qu'une aile aventuriste dans l'appareil d'État turc (en particulier chez les militaires) soit prête à aller très loin dans ce domaine, au risque de déclencher une guerre entre les deux pays.

La question kurde constitue depuis plus d'une décennie l'une des principales préoccupations du régime turc. Cette guerre a déjà fait près de 20 000 morts en 12 ans (selon les chiffres officiels : 11 000 militants du PKK, 3 000 soldats et 4 000 civils). Elle coûte aussi chaque année 7 milliards de dollars à l'économie turque, sans compter les conséquences sociales et économiques (effondrement de l'économie traditionnelle dans la région kurde — notamment de l'élevage — exode des populations kurdes vers l'Ouest du pays, entassement dans les banlieues pauvres des grandes villes, chômage, etc.), ainsi que la



Tansu Çiller et Jacques Chirac

déstabilisation politique et le pourrissement moral de la société (montée du racisme et du nationalisme, prolifération des escadrons de la mort et de la mafia) que tout cela engendre. Les violations systématiques des droits de l'homme (avec leur lot de tortures, d'assassinats, de censure sur la presse, de répression généralisée dans les villages kurdes, etc.) nuisent à « l'image du pays » et retardent son intégration à l'Europe. Les militaires ne sont pas épargnés par ces effets pervers : l'entretien d'une coûteuse et lourde armée de 250 000 hommes sur le terrain (!) entrave les projets de modernisation de cette armée, en assénant les fonds qui auraient dû servir à acheter des armes sophistiquées et à créer une armée de métier. De plus, la question kurde est devenue un atout aux mains de tous les voisins de la Turquie (chacun l'utilisant à sa façon), qui ont des conflits à régler avec elle, comme par exemple la question de la suprématie en mer Égée et à Chypre (la Grèce), celle du partage des eaux de l'Euphrate (la Syrie), la présence en Asie centrale et au Caucase (l'Iran et la Russie), etc. La non-solution de ce problème menace donc directement la stabilité du régime et de l'État. D'ailleurs, un clivage de plus en plus net se fait jour au sein du régime, entre les partisans de la poursuite de la « manière forte » et ceux qui espèrent endiguer le problème par des réformes à la fois dans le domaine culturel, démocratique et économique, mais aussi administratif (décentralisation).

CES DÉBATS ONT RÉAPPARU À L'OCCASION de la récente opération de l'armée dans la région de Diyarbakir/Bingöl, le 9 avril, qui a fait (selon les chiffres officiels) plus de 160 morts au total du côté du PKK et 40 du côté de l'armée. Il s'agit de l'accrochage le plus meurtrier depuis un an. L'opinion publique a donc été sérieusement ébranlée, d'autant que le PKK avait décrété un cessez-le-feu unilatéral, en décembre dernier, et que le nouveau gouvernement avait annoncé de son côté une série de « réformes » : le premier ministre Mesut Yilmaz en annonçant la suppression (d'ici 3 mois) de la « loi d'urgence » dans la région kurde, ainsi que la « libéralisation » de certaines lois répressives sur la liberté d'expression (il a par exemple « embrassé » publiquement Yasar Kemal, afin de demander « pardon » à ce grand auteur qui venait d'être condamné pour « délit d'opinion »). Le ministre de l'intérieur, de son côté, a promis d'autoriser l'enseignement en kurde (mais uniquement dans les écoles privées) et a même souhaité que la chaîne de télévision publique TRT-GAP puisse diffuser des émissions en kurde (bien entendu sous forme de propagande gouvernementale dans cette langue !). Tout portait donc à croire que l'on s'acheminait vers une période d'accalmie, en attendant le résultat de négociations en coulisse (Apo a parlé d'une lettre qu'il aurait récemment envoyé à Yilmaz, lui proposant un arrangement pacifique dans le cadre du respect de « l'unité et de l'intégrité de l'État turc »).

L'opération de l'armée a donc surpris tout le monde et soulevé de nombreuses critiques dans la presse bourgeoise qui — après quelques larmes de crocodile sur les « soldats martyrs, morts pour la patrie » — s'est déchaînée de façon inédite contre l'État-major. Certains grands quotidiens (comme *Hürriyet* et *Milliyet*) se sont interrogés sur l'opportunité du « timing » de l'opération et ont rappelé le nombre élevé de soldats tués, se demandant s'il n'y a pas eu une erreur de commandement. Plusieurs éditorialistes ont soulevé sans détours la question politique : « depuis des années, à chaque printemps, les chefs d'État-major successifs nous affirment que le PKK est sur le point d'être complètement liquidé. Mais nous constatons à chaque fois qu'il n'en est rien. Cela ne prouve-t-il pas que les seules méthodes militaires ne suffisent pas à résoudre la question kurde ? ». Un éditorial du plus grand quotidien, *Sabah*, est même allé beaucoup plus loin : « l'option militaire ne résout rien (...) l'état-major devrait aussi rendre des comptes sur ses actes (...) Valait-il la peine de sacrifier autant de soldats pour tuer une centaine de

militants du PKK ? Certainement pas (...) Le terrorisme de ceux qui veulent s'arroger le monopole du patriotisme s'avère finalement aussi nuisible que celui du PKK ... ». C'était la première fois que l'efficacité de l'armée et la ligne politique suivie jusqu'alors par l'État étaient mises en cause si clairement. Cela reflète sans aucun doute la lassitude de l'opinion publique face à cette guerre sanglante interminable et surtout le ras-le-bol de la bourgeoisie qui veut se retirer coûte que coûte du « borborygme kurde » et de ses « coûts » socio-économiques.

L'armée va donc être obligée d'accepter certaines réformes, sous peine de s'isoler dangereusement, à un moment où (paradoxalement) son poids politique est à son apogée, en raison de la faiblesse du pouvoir civil. Il est intéressant de noter par exemple que le général Güres lui-même, précédent chef d'État-major (devenu depuis député du Parti de Çiller) et qui a été l'artisan des pires répressions de 1992-1994, a reconnu dans une interview à *Sabah* qu'il était temps de faire des réformes. Cela a fait dire ironiquement à un éditorialiste de *Derrokrasi* (le quotidien nationaliste kurde) que l'on pouvait espérer que « *La paix sera pour bientôt, puisque même le général en reconnaît finalement la nécessité* ». Toutefois, pour l'armée, « la question kurde est une chose et le PKK en est une autre » et les réformes inévitables du système ne déboucheront pas forcément sur l'arrêt total de la répression. Les généraux pourraient donc être tentés de faire une « action d'éclat » pour redorer leur blason, en allant par exemple bombarder les positions du PKK dans la Bekaa ou tenter d'assassiner Apo à Damas.

LA VOLONTÉ DE JUSTIFIER D'AVANCE ce genre d'action pourrait être l'une des raisons du flirt avec Israël et du soutien de son action au Liban. Mais l'autre motivation de la nouvelle politique moyen-orientale de la Turquie est son conflit avec l'Iran. L'influence que gagne en effet Téhéran en Irak du nord, auprès des leaders kurdes irakiens, ainsi que la présence de camps du PKK en Iran, irritent aussi Ankara. En réalité, c'est toute la politique américaine en Irak, depuis la guerre du Golfe, qui indispose Ankara, puisque l'existence d'une entité autonome kurde en Irak du nord, échappent à tout contrôle de Bagdad, créé de facto les conditions de la création d'un État kurde indépendant dont la Turquie ne veut à aucun prix. Pourtant, la Turquie s'est alliée dans cette affaire aux États-Unis et n'arrive pas à faire fléchir les Américains sur la levée de l'embargo contre le régime de Saddam. Ankara autorise par ailleurs le déploiement sur son territoire de la Force multinationale (l'« Opération Provide Comfort »), force militaire symbolique qui menace Bagdad et « protège » les Kurdes. Jusqu'à maintenant, la Turquie a entretenu des relations complexes et contradictoires avec les leaders Kurdes irakiens, Talabari et Bazari, alliant la politique de la carotte et du bâton. Mais l'influence et la présence du PKK en Irak du nord ne cesse de s'accroître et les Kurdes irakiens n'ont ni les moyens ni vraiment la volonté d'y mettre fin (c'est pour cela que l'armée turque effectue régulièrement des incursions en Irak du nord, pour détruire les camps du PKK qui sont près de sa frontière). Il semblerait que là aussi la Turquie souhaite un changement de politique, qui se heurte néanmoins à l'intransigeance. Mais l'entrée d'un nouvel acteur dans la zone, l'Iran en l'occurrence (et le Hezbollah kurde qui lui est inféodé), ainsi que l'établissement de plus en plus clair d'un axe Damas/Téhéran, pourraient faire évoluer les choses.

Les relations entre l'Iran et la Turquie ne cessent donc de se détériorer. Le mois dernier (juste au moment du « sommet international contre le terrorisme » qui se déroulait en Égypte), la police turque a arrêté des militants intégristes, accusés d'avoir assassiné des journalistes laïcs en 1990 et qui étaient recherchés depuis. Ces militants ont avoué avoir été formés

★ TURQUIE

en Iran et avoir agi sous les ordres et avec la complicité de diplomates iraniens en poste en Turquie. La Turquie a donc demandé le départ des 4 diplomates iraniens impliqués dans cette affaire. Certes, l'existence de réseaux terroristes liés à Téhéran ne fait de doutes pour personne, mais le « timing » des révélations était on ne peut plus suspect !

POUR NE PAS ETRE EN RESTE, Téhéran a tout d'un coup découvert de son côté l'existence d'un « réseau d'espionnage turc » et a demandé le départ de 4 diplomates turcs en poste en Iran. Cette escalade diplomatique pourrait s'en tenir là, si les deux capitales arrivaient à se mettre d'accord sur un *modus vivendi* à l'occasion de la visite en Turquie du ministre iranien des affaires étrangères, Velayati, au cours de laquelle la question des camps du PKK en Iran et de l'Irak du nord, ainsi que l'accord turco-israélien vont certainement être âprement débattus. Mais un dérapage et une poursuite de l'escalade n'est pas exclue, auquel cas il faudrait s'attendre à quelques graves attentats (attribués au Hezbollah ou au PKK) à Istanbul ou dans les zones touristiques de la côte méditerranéenne turque, suivies de représailles turques à la frontière iranienne ou en Irak du nord, ainsi qu'à un approfondissement de la coopération militaire avec Israël.

Toutefois, cette attitude belliqueuse à l'Est s'est accompagnée d'une ouverture plus pacifiste à l'Ouest, sous forme d'une proposition de dialogue adressée au gouvernement grec. Le but de cette manœuvre (liée également aux projets d'intégration européens) est en fait de réduire les foyers de

conflits, la Turquie ne pouvant se permettre ce genre de tensions sur toutes ses frontières à la fois. En revanche, une autre particularité de cette nouvelle politique turque au Moyen-Orient est qu'elle semble ne plus tenir compte (comme par le passé) des réactions du monde arabe. Cette politique semble avoir pour but d'en « découdre » avec le monde arabo-musulman et d'ériger des barrières idéologico-politiques entre les « intérêts supérieurs de la nation » et les solidarités politiques internationales des islamistes. Plusieurs signes (comme la ridicule interdiction par le ministre du tourisme de la « danse du ventre sur des rythmes arabes » qui serait considéré comme « contraire à l'identité nationale turque » !) attestent d'ailleurs de la renaissance d'un « racisme d'État » anti-arabe.

Ce sont les militaires qui sont les artisans de cette nouvelle politique (plutôt que les diplomates, d'habitude plus prudents, ou les politiques). Ils ont en effet pu imposer leur ligne, en profitant de la faiblesse du pouvoir civil : le pays ayant en effet traversé une période de plusieurs mois de crise gouvernementale (depuis la chute du gouvernement Çiller en septembre 1995 jusqu'à la formation du gouvernement Yilmaz/Çiller en mars dernier, plus de 3 mois après les élections législatives de décembre). L'armée a en effet été plus que secourue par le score des islamistes aux élections législatives de décembre 1995. Les généraux ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de « protéger la République kémaliste laïque et moderniste contre les agissements obscurantistes moyenâgeuses d'une poignée d'intégristes ». Ils semblent déterminés à briser coûte que coûte la puissance politique des islamistes et ne manquent pas une occasion de les attaquer. Dans ce cadre, une crise ouverte avec le monde arabo-musulman mettrait le Parti de la Prosperité (RP, islamistes)

dans une situation délicate : soit adopter un profit bas et perdre du terrain politique, soit s'opposer de front à la politique « nationale », au risque de passer pour « traître à la patrie et aux intérêts nationaux » et il est clair que dans ce cas, les militaires n'hésiteraient pas à faire déclarer le RP « hors-la-loi », comme ils l'avaient fait pour les nationalistes kurdes il y a deux ans (mais vu la taille du RP, cela ne serait pas aussi simple !). Ainsi, c'est encore l'armée qui a fait échouer (par des pressions en coulisses, à peine discrètes !) la tentative de formation d'un gouvernement de coalition entre les islamistes du RP et l'ANAP (Partie de la mère-patrie), forçant ainsi le parti de Mesut Yilmaz à s'allier au DYP (Parti de la juste voie) de Mme Çiller. Toutefois, le nouveau gouvernement de coalition entre les deux frères ennemis de la droite n'est qu'un gouvernement minoritaire et devra être soutenu de l'extérieur par le DSP (Parti de la gauche démocratique d'Ecevit, de tendance nationaliste-populiste), qui a les faveurs des militaires.

En fait, les élections législatives du 24 décembre 1995 ont abouti à un tableau d'instabilité politique profonde, avec une courte victoire du RP, le parti islamiste, qui a obtenu 21,4 % des suffrages (et 158 députés sur 550). L'ANP de Mesut Yilmaz et le DYP de Tansu Çiller sont presque à égalité, avec respectivement 19,6 % et 19,2 % des suffrages (125 députés pour l'ANP et 135 pour le DYP). Viennent ensuite les deux partis sociaux-démocrates, le DSP d'Ecevit (14,6 % et 76 députés) et le CHP (Parti républicain du peuple, membre de l'IS) de Baycal (10,7 % et 49 députés). En raison du barrage national de 10 %, les fascistes du MHP restent écartés du Parlement malgré leur score de 8,2 % (alors que leurs frères ennemis du BBP ont 7 députés élus sur les listes de l'ANAP). Il en va de même pour le Parti de la démocratie du peuple (HADEP, nationaliste kurde), qui n'a obtenu que 4,2 % à l'échelle nationale (malgré d'excellents scores allant jusqu'à 40 ou 50 % dans certaines villes kurdes et une moyenne de 16 % sur l'ensemble de la région kurde). Quant à l'extrême gauche (et notamment nos camarades du BSP), elle a soutenu le HADEP en présentant des candidats sur ses listes.

CE MORCELLEMENT EXTREME AFFAIBLIT donc l'ensemble des forces politiques. Certes, le RP est arrivé en tête son score n'est pas à la hauteur des espoirs des dirigeants islamistes, qui tablaient sur une victoire écrasante, dont l'ampleur leur aurait permis, sinon d'obtenir la majorité absolue des sièges au Parlement, du moins d'écraser leurs adversaires et d'accéder au pouvoir en se contentant de débaucher quelques sous-marins islamistes dans les partis traditionnels. Ce résultat est donc loin d'être satisfaisant pour eux. Quant à la lutte pour le leadership de la droite entre Çiller et Yilmaz (ce qui était le véritable enjeu de ces élections), il s'est terminé par un match nul lamentable, car ils ont non seulement reculé tous les deux, mais obtiennent pratiquement le même score, sans donc être capables de se départager. Leur alliance forcée au sein d'un gouvernement faible et instable, qui leur a été dictée par les militaires, ne les empêche d'ailleurs pas de continuer à se battre. Ainsi, la coalition pourrait rapidement éclater en raison de ces tiraillements internes (notamment à l'occasion des affaires de malversation qui éclaboussent Çiller), et l'on risque de retourner très vite à la case départ, avec des élections anticipées avant la fin de l'année, à moins d'un nouveau coup de gueule des militaires.

En fait, la faiblesse et les divisions des partis bourgeois traditionnels menacent les équilibres internes et la stabilité du régime : la droite traditionnelle a ainsi perdu un million d'électeurs au détriment de l'extrême droite, depuis les municipales de mars 1994.



Necmettin Erbakan, leader du RP



Mexique

« Nous sommes le défi majeur au néolibéralisme »

Sous-commandant Marcos

« Le néolibéralisme, cette forme actuelle de l'oppression et de l'injustice, se nourrit de la destruction des souverainetés nationales, de la détérioration constante des conditions de vie des masses, de la concentration croissante du pouvoir et de la propriété, de l'exclusion sociale de groupes toujours plus nombreux, d'un autoritarisme et d'une militarisation accrus, du mépris du droit des peuples et des migrants, de la destruction des identités par l'unification arbitraire des modes de vie sous le diktat du marché. » . C'est à ces conclusions que sont arrivés les 300 et quelques participants de la Rencontre continentale américaine contre le néolibéralisme et pour l'humanité, qui s'est déroulée du 3 au 8 avril, dans le village chiapanèque de La Realidad.

Par Ulises Martínez Flores

Mexico, 22 avril 1996

CONVOQUÉS PAR L'ARMÉE ZAPATISTE de libération nationale (EZLN) dans le cadre des rencontres continentales qui doivent préparer la Première Rencontre intercontinentale qui aura lieu du 27 juillet au 3 août, des représentants d'organisations politiques, sociales et de citoyens, ainsi que des participants à titre individuel, se sont donnés rendez-vous dans la forêt lacandonne. Cette initiative très réussie a dépassé toutes les espérances car cette rencontre préparatoire s'est transformée de fait en début de discussion à l'échelle du continent sur les actions conjointes qui permettraient d'en finir avec les différentes expressions du néolibéralisme depuis le Canada jusqu'à la Terre de Feu.

Le 4 avril, les participants — venus du Canada, des Etats-Unis, du Mexique, du Guatemala, du Costa Rica, du Venezuela, de Porto Rico, d'Equateur, du Brésil, du Pérou, du Chili, d'Uruguay et d'Argentine et, à titre d'observateurs, de

France, d'Allemagne, d'Espagne et de Norvège — ont été accueillis par un discours d'ouverture prononcé par le sous-commandant Marcos, où il a évoqué les luttes quotidiennes des ouvriers, des paysans et des pauvres des villes de notre

Amérique contre les politiques gouvernementales, pour rappeler la nécessité d'un regroupement de toutes ces formes de résistance à l'échelle continentale, voire intercontinentale.

Marcos a également dénoncé l'appui militaire apporté par différents gouvernements américains au gou-

vernement mexicain pour mener la guerre contre les zapatistes, et a cité « les chasseurs-bombardiers, les hélicoptères de combat, les tanks, les satellites espions, les conseillers militaires et les agents des succursales d'espionnage de différents pays », ce qui confirme que pour ces gouvernements « le défi zapatiste est un défi mondial ».

Ensuite des discussions furent organisées au sein de cinq commissions consacrées respectivement aux thèmes économiques, politiques, sociaux, culturels et indigènes. Pour résumer ses débats, chaque commission a élaboré un document comportant des diagnostics et des propositions, premiers pas vers des programmes communs d'action continentale.

Parmi une longue liste de propositions d'action, la commission économique a surtout insisté sur la création d'instances d'organisation de la société civile sous forme de comités de



dialogue pour l'analyse et la solution des problèmes communs ; sur la mise en place de réseaux de marché et de production coopératifs entre les campagnes et les villes et à l'échelle internationale ; sur la création de banques « populaires » administrées de manière différente des normes actuellement en vigueur. Elle a également souligné que dans plusieurs communautés indigènes existe une tradition de propriété communautaire qui résiste depuis des siècles à la propriété privée ; afin de développer cette notion de collectivité en opposition au règne de l'individualisme que le néolibéralisme prétend imposer, il a été proposé de renforcer le syndicalisme à l'échelle internationale, tout particulièrement à travers l'établissement de contacts entre les travailleurs des mêmes multinationales.

LA COMMISSION CONSACRÉE AUX ASPECTS politiques a mis l'accent sur la nécessité de reconnaître la crise des organisations et des partis politiques traditionnels de gauche et d'en débattre. Elle a fait apparaître le besoin de construire un nouveau schéma politique qui tienne compte des nouvelles formes d'organisation et envisage le pouvoir comme « une capacité d'agir » à partir de valeurs alternatives à l'individualisme et à l'utilitarisme. Il en a été conclu qu'il faudrait porter cette discussion dans les différents lieux d'action du continent, tout en donnant de nouveaux contenus aux anciens mots : démocratie comprise dans la perspective du « diriger en obéissant » zapatiste, en tant que synonyme du plein exercice de la souveraineté populaire à tous les niveaux, publics comme privés, sous forme d'une véritable démocratie directe ; liberté comprise comme l'action responsable face à la société et à la nature ; et justice comme tout ce qui profite aux masses, à l'image du « tout pour tous, rien pour nous » des zapatistes.

Les participants de la commission sur les questions sociales ont conclu par une longue liste de propositions générales et également de propositions concrètes d'action continentale en appelant tous les peuples du continent américain à lutter pour la paix, l'emploi et la démocratie lors d'une Journée continentale qui devrait se dérouler dans l'ensemble du continent le 1^{er} mai prochain, avec comme revendications la réduction de la journée de travail, le départ de l'armée mexicaine du Chiapas, la démilitarisation du continent, la liberté pour les prisonniers politiques, la présentation des disparus, la liberté, la justice et la démocratie.

La commission sur les aspects culturels a conclu que la culture induite par le néolibéralisme fonctionne en termes de dominants et de dominés, efface la mémoire historique des peuples, prétend être l'unique et vraie vision du monde, brise les liens de solidarité entre les individus et les isole. Parmi diverses propositions, il a été insisté sur la nécessité de démocratiser les moyens de communication afin de les trans-

former en moyens d'expression multi-ethnique et pluriculturelle de nos nations. Il a été également affirmé que la politique éducative devait rester aux mains des communautés et faire partie du droit à l'autodétermination de chaque peuple.

Enfin dans la commission sur les questions indigènes, des représentants d'ethnies à la fois si différentes et si proches que celles d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et d'Amérique andine ont échangé des expériences de lutte et de vision du monde et dénoncé le fait que le néolibéralisme oblige les indigènes à émigrer et à vendre leur culture tandis que les gouvernements s'approprient le travail collectif des communautés tout en faisant mine de les soutenir. Ils ont également dénoncé le fait que de nombreuses organisations financières basées aux Etats-Unis déguisées en sectes profitent de la pauvreté et de la misère, attentent à la vie des peuples et font voler en éclats les structures communautaires

traditionnelles. Tout ceci les a conduit à exiger le droit des peuples indiens à décider de l'utilisation de leurs ressources naturelles ; la fin du silence imposé depuis 503 ans par l'attribution aux Indiens d'espaces dans les médias de masse ; la reconnaissance des indigènes comme des peuples en tant que tels et leur participation pleine et entière à tous les niveaux de décision nationaux dans les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels.

Après trois jours de travaux qui se sont déroulés, comme l'a déclaré le sous-commandant Marcos dans son discours de clôture de la Rencontre, « sur des bancs de bois, tour à tour baignés de sueur et de pluie, sous la menace vigilante d'un avion militaire, face à l'impertinence des véhicules militaires,

des autorités migratoires et du scorpion qui menace notre sommeil », les participants à cette expérience unitaire sont repartis chez eux pour continuer les préparatifs de la Rencontre intercontinentale de juillet prochain, effort qui devra s'unir à ceux réalisés par des centaines de camarades en Europe, en Asie et en Océanie en ce moment.

Pour l'instant, le village de La Realidad a repris son rythme d'activités normal après avoir diffusé l'écho des voix de la forêt à travers toute la planète. Maintenant il va falloir répercuter cet écho à Berlin le 30 mai et dans les semaines suivantes à Tokyo et à Sydney afin qu'il revienne en juillet vers cette expérience de résistance et de lutte internationaliste que représentent aujourd'hui les canyons zapatistes du sud-est du Mexique.

Extraits de la Déclaration finale de la Rencontre continentale américaine

« Nous, les hommes et les femmes réunis à La Realidad (Chiapas) — lieu où se côtoient la rébellion et l'espérance — venus de tous les coins de notre Amérique à l'appel de l'auto-rité morale de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et de son exemple de dignité, nous soutenons par notre participation à cette Rencontre l'apparition d'une nouvelle dimension de la résistance et de la solidarité internationale face à la tourmente néolibérale qui frappe le monde entier. (...) »

« Oui, une autre voie existe. Une voie qui ne soit pas déterminée par le pouvoir de l'argent mais par la satisfaction des besoins de nos peuples. La lutte contre le néolibéralisme porte en soi la construction d'un projet alternatif dans les domaines économiques, sociaux, politiques et culturels. »



Nouvelles du Monde

Europe

Vers une initiative européenne contre le chômage

L'union européenne vient d'ouvrir un débat sur son avenir avec la conférence intergouvernementale qui s'est ouverte à Turin, en Italie, le 29 mars 1996. Ce débat devrait durer plus d'un an et portera, pour l'essentiel, sur des questions institutionnelles.

Le mouvement ACI, « Agir ensemble contre le chômage » a, à cette occasion et sur une proposition d'organisations de chômeurs britanniques, pris des contacts européens pour tester la possibilité d'une initiative de grande ampleur contre le chômage. Ces contacts ont permis une première réunion à Turin, à l'invitation de l'organisation turinoise des chômeurs de la CGIL. Un appel a été publié à l'issue de cette réunion pour que les syndicats et les organisations de chômeurs européens discutent de propositions d'action. Le prochain rendez vous, qui décidera de ce qu'il est possible de faire ensemble, a été fixé à Florence, en juin, à l'occasion de la deuxième session de la conférence intergouvernementale.

Appel européen pour une initiative de grande ampleur contre le chômage

Il y a aujourd'hui, dans l'Union européenne, 20 millions de chômeurs officiellement recensés et 50 millions d'habitants qui vivent dans une situation de pauvreté.

Chacun de nous peut être victime de cette situation. La fracture sociale s'aggrave, le chômage et la pauvreté fragilisent les situations personnelles, accentuent la dégradation des conditions de travail des salariés et tirent les salaires et les droits sociaux vers le bas.

Cette situation est intolérable. L'Europe entame aujourd'hui une discussion sur son avenir, autour de la Conférence intergouvernementale qui s'est ouverte à Turin et devrait s'achever dans un an à Amsterdam.

Notre crainte majeure est que les discussions se limitent à des questions institutionnelles ou que, derrière un discours sur la priorité à l'emploi, ne soient prises des mesures qui précarisent encore la situation des salariés. Sur le fond, tout laisse à penser que ne seront pas traités les problèmes sociaux qui préoccupent au premier plan les populations de nos pays.

Nous pensons, au contraire, qu'une politique radicale et résolue de lutte contre le chômage s'impose. Cette politique doit, en mesure d'urgence, permettre à tous les chômeurs et précaires de vivre dignement, ce qui implique le droit au logement, le droit à un revenu suffisant pour une vie décente...

Nous ne pouvons pas nous résigner à une société où le chômage perdure. Nous réaffirmons la nécessité du plein emploi et donc la création d'emplois nouveaux, en particulier dans les secteurs, comme la santé, l'éducation ou la défense de l'environnement, qui répondent aux besoins de la société. La diminution du chômage de masse passe, dans une période où les gains de productivité sont importants, par une réduction massive du temps de travail, sans diminution du niveau de vie pour les salariés. Pour que ces solutions politiques soient prises en compte, il faut une mobilisation de toutes et tous, salariés, chômeurs, paysans, étudiants, retraités, habitants de l'Europe. Nous proposons qu'une initiative de grande ampleur soit organisée contre le chômage à l'échelle de l'Europe à l'occasion de la Conférence intergouvernementale.

Plusieurs possibilités s'offrent à nous :

- ▶ une conférence européenne ;
- ▶ des initiatives communes dans toutes les grandes villes européennes ;
- ▶ des marches de chômeurs et de salariés qui parcourraient l'Europe pendant 2 mois pour converger à Amsterdam en juin 1997 ;
- ▶ ou toutes autres initiatives.

Nous vous proposons de discuter de ces propositions dans chacun de nos pays et de nous retrouver, lors de la prochaine session de la Conférence intergouvernementale, mi-juin 1996 à Florence en Italie pour décider, ensemble, d'une initiative contre le chômage.

Maurizio Poletto (CGIL) / Centre Information Chômeurs / Piémont et direction nationale / Italie. Giorgio Sasso (CGIL) / Centre Information Chômeurs / Turin / Italie. José Maria Olai-zola Albeniz (Secrétaire général de la CGT) / Espagne. Uwe Wolf « Express » / sozialistisches Büro / Allemagne. Christophe Aguiton, Frédérique Pasquier, Thierry Témime AC ! / Agir ensemble contre le chômage / France.★

La Birmanie

Le pétrole et les armes : la french connection

L'ambassadeur français en Thaïlande a déclaré récemment que Paris avait adopté une politique étrangère plus cohérente, depuis que Chirac est au pouvoir.

Reste à voir... Les dernières semaines, Le Figaro a fait une campagne de presse destinée à donner une vision plus respectable de la junte. Ces articles ont été écrits par Thierry Desjardins, un supporter et ami de Jacques Chirac. L'un d'eux stipule que « la Birmanie est maintenant sur la bonne voie sur le plan économique. Les experts prévoient que ce pays deviendra l'un des plus puissants dragons économiques au 21^e siècle ». Très peu d'attention est donnée dans ces articles à la situation des droits de l'homme dans le pays.

En septembre 1995, les investissements français en Birmanie s'élevaient à 455 millions de dollars. La plus grande partie de ces investissements vient de la firme française Total, qui avec les Américains d'UNOCAL, construisent un gazoduc pour transporter du gaz birman du Golfe de Martaban (nord du golfe de Bengale). Long de 415 km, ce gazoduc fournira de 7 à 8 millions de mètres cubes par jour à une centrale thermique de 2 100 mégawatts, située à Ratchaburi, chemin entre la frontière birmane et Banliore. Les liens entre le gouvernement français et Total sont étroits. Lorsque le général Maung Aye, vice-président du SLORC, a visité la France, il a été reçu avec tous les honneurs à Paris où il a rencontré des hommes d'affaires et quelques officiels du gouvernement.

Il semble que Total a aidé la junte à acheter 24 hélicoptères aux Polonais. Depuis la reddition du Khun Sal le roi de la drogue, les opposants ajoutent que les pétrodollars s'ajoutent au narcodollars. Il est à remarquer que le SLORC dépense pour acheter les armes 150 fois ce qu'il dépense en matière de santé et d'éducation.

Philippe Brooke



XIII^e camp international de jeunes

La dernière semaine de juillet 1996, à Amarante, au Portugal, se tiendra la treizième rencontre internationale des organisations de jeunesse de la Quatrième internationale, qui réunira près d'un millier de jeunes venus de toute l'Europe, de la Pologne au Portugal, autour du thème « Pour une Europe des peuples ».

Le premier objectif de ce camp est de permettre une discussion sur des thèmes considérés comme cruciaux par tous ceux qui veulent construire une Europe de la solidarité. Ainsi, la montée du racisme et de la xénophobie en Europe et la mise en application des accords de Shengen seront au centre des débats, de même que la situation, entre la guerre et la paix, de la Bosnie, les violences policières et la logique néolibérale du traité de Maastricht. 1996 est l'année de la révision de ce traité, c'est donc l'heure du bilan et de la définition de nouvelles perspectives pour le néolibéralisme européen. La

lutte contre la logique de Maastricht, contre les attaques dont sont victimes les salariés, les femmes et les jeunes, est donc à l'ordre du jour. Le camp se veut donc aussi un espace de formation, pour préparer aux nécessaires mobilisations à venir. Parmi les autres sujets débattus : l'écologie, les droits des femmes, la ségrégation urbaine et les discriminations dont sont victimes les minorités sexuelles, mais aussi le mouvement de grève de novembre-décembre 1995 en France. Seront présents des représentants des courants de gauche des différents pays européens, comme le PSR (Parti socialiste révolutionnaire, Section portugaise de la Quatrième internationale), le Parti de la refondation communiste d'Italie, l'Alliance rouge et verte du Danemark, les JCR-RED (Organisation de jeunesse de la Ligue communiste révolutionnaire), etc.

La fête sera également au programme de ce camp, avec notamment un concert du rappeur General D.

Si vous êtes intéressés par ce camp vous pouvez nous téléphoner ou nous écrire :

Tel : (33 1) 43 79 29 60

Fax : (33 1) 43 79 29 61

PECI, BP 85, 75 522 Paris CEDEX 11, France.

The Contribution of Ernest Mandel to Marxist Theory

Seminar organized by the Ernest Mandel Study Centre Amsterdam, July 4-6, 1996

Speakers: ● **Jesús Albarracín and Pedro Montes** (Economists, Bank of Spain): The theory of late capitalism as a Marxist interpretation of post-WW2 capitalism ● **Robin Blackburn** (Editor, *New Left Review*, London): The place of Ernest Mandel in the history of Marxist political thought ● **Alan Freeman** (Economist, University of Greenwich): Economic dynamics: Mandel's legacy ● **Michael Löwy** (Sociologist, CNRS, Paris): Ernest Mandel as a revolutionary humanist ● **Francisco Louça** (Economist, IESG-University of Lisbon): Ernest Mandel's contribution to the theory of long waves of capitalist development ● **Charles Post** (Historian, City University of New York): The theory of bureaucracy ● **Catherine Samary** (Economist, University of Paris XI): The conception of the transition to socialism ● **Enzo Traverso** (Political Scientist, University of Amiens): Ernest Mandel's vision of the relation between capitalism and barbarism.

All introductions and discussions in English.

For information about inexpensive accommodation and entrance fees and for registration forms (reservations necessary: due to space limitations only a limited number of people can attend): contact EMSC c/o IIRE, Postbus 53290, 1007 RG Amsterdam, The Netherlands. E-mail: IIRE@Antenna.nl Fax: (31 20) 6732106. © 6717263

For financial support to the Ernest Mandel Study Centre send your cheques to the IIRE, or make a bank transfer to account 630-0113884-65 at Caisse Privée Banque, Brussels, Belgium.

